



LES RELATIONS RUSSIE-BIELORUSSIE

La Biélorussie est-elle vouée à rester dans l'orbite de Moscou ?

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Damien VAUTERIN
dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la Russie »**

Directrice : Mademoiselle Isabelle FACON

Mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. La Biélorussie est-elle vouée à rester dans l'orbite de Moscou ?

2. Relations Russie-Biélorussie 2007 VAUTERIN.doc

3. Commandant, Armée de Terre, Damien VAUTERIN, France

4. 12 mars 2007

5. Division A - groupe 5

6. Mémoire de géopolitique

7. La Russie et son voisin, la Biélorussie, semblent aux yeux de tous être naturellement très liés. L'histoire et l'absence d'existence comme Etat indépendant de la Biélorusse justifient cette assimilation. Minsk est dépendant de son voisin, pour son approvisionnement en ressources énergétiques comme pour le maintien de sa souveraineté. Moscou est souvent intervenu en faveur de ce pays dont la position géographique lui confère une importance stratégique non négligeable. Le lancement d'une Union Russie-Biélorussie à partir de 1996 devait parachever cette « fraternité ». Cependant, les intérêts des deux présidents, Loukachenko et Poutine, sont rapidement entrés en situation conflictuelle. Le conflit gazier, qui a éclaté en janvier 2007, a, semble-t-il, mis un terme à ce projet. Loukachenko feint de réorienter sa politique étrangère vers l'Occident. Il est peut-être trop tôt pour décréter la fin officielle de l'Union Russie-Biélorussie mais la volonté d'anticipation, sur la base de scénarios bien différenciés, peut permettre de mieux appréhender un changement radical de situation politique dans cette région et éviter d'être pris de court par une évolution à l' « ukrainienne ».

8. Russie, Biélorussie, Loukachenko, Poutine, Union Russie-Biélorussie, interdépendance

La Biélorussie est-elle vouée à rester dans l'orbite de Moscou ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : UNE INTERDEPENDANCE INCONTOURNABLE

La Russie : la caution (presque) tous risques

La Biélorussie : une zone d'intérêt russe

SECONDE PARTIE : UNE UNION OFFICIEUSEMENT MORTE

Un jeu de dupes

Des intérêts de plus en plus divergents

TROISIEME PARTIE : APPROCHE PROSPECTIVE

La neutralité

Déstabilisation de Loukachenko

Une union temporaire

Une union économique

INTRODUCTION

Le 8 janvier 2007, les flux d'hydrocarbures transitant par l'oléoduc « Amitié » étaient interrompus, privant ainsi la Pologne, l'Ukraine et l'Allemagne d'une partie de leurs approvisionnements énergétiques. La Russie accusa aussitôt la Biélorussie de siphonner illégalement l'or noir en transit sur son territoire. L'Europe redécouvrait ainsi la Biélorussie en même temps qu'elle touchait du doigt les dangers inhérents à la dépendance énergétique en dépit des avertissements issus de la crise ukrainienne de l'hiver 2006.

La Biélorussie suscite donc aussi peu d'intérêt qu'elle est peu ou très mal connue. Après la chute de l'Union soviétique en décembre 1991, les autorités de Minsk crurent bon de modifier le nom de « Biélorussie » en « Belarus » pour que l'oreille de l'étranger n'entende plus systématiquement le nom de « Russie » et n'assimile plus d'emblée ce pays de moins de dix millions d'habitants à son grand frère de l'Est. Peine perdue, car les médias occidentaux, à de rares exceptions près, ne font aucune différence entre la Biélorussie et la Russie. L'expression de « trou noir de l'Europe », utilisée pour qualifier un pays dirigé par un régime dictatorial illustre à merveille l'impression d'impuissance et de « manque de prise » sur une région volontiers abandonnée à la tutelle de Moscou. Le chef de l'Etat Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, ayant gardé une nostalgie certaine de l'URSS, s'est tourné résolument vers le Kremlin. Puis, à partir de 1996, l'Union Russie-Biélorussie (URB), initiative du président Eltsine, a constitué la pierre angulaire de la politique extérieure de Minsk et le fil directeur des relations entre les deux pays.

Mais aujourd'hui, force est de constater que la bonne entente qui prévalait s'est peu à peu diluée. La décision, prise en 2006 par Moscou et appliquée en janvier 2007, de relever le prix du gaz n'a pas favorisé l'apaisement, bien que l'accord signé soit moins désastreux que prévu pour Minsk. « *Batka* »¹ brandit sans cesse des menaces de rétorsion envers Moscou sans que personne ne sache si les risques de rupture sont réels ou si ses virulentes sorties ne sont que pure rhétorique populiste. Actuellement, il est pourtant difficile d'imaginer que les deux Etats puissent se tourner le dos en raison des liens créés par de nombreux intérêts communs même si la dégradation des relations, latente depuis plusieurs mois et étalée au grand jour en janvier 2007, peut laisser entrevoir de possibles réorientations dans les échanges bilatéraux.

Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de montrer que la relation Russie-Biélorussie est certes très étroite mais que l'URB semble bel et bien être une coquille vide, avant d'esquisser une approche prospective en tentant d'élaborer quelques scénarios pour l'avenir.

¹ *Batka* : mot biélorusse signifiant père, et utilisé par la population biélorusse pour désigner le président Loukachenko.

PREMIERE PARTIE : UNE INTERDEPENDANCE INCONTOURNABLE

La Biélorussie, Etat slave de confession orthodoxe, n'a quasiment jamais existé en tant qu'entité indépendante, hormis entre 1918 et 1920. Son intégration dans l'URSS puis la soviétisation et la russification, poussées à l'extrême, ont fortement mis à mal son identité nationale. L'orientation pro-russe et anti-occidentale prise par Loukachenko dès son élection a été accueillie favorablement par l'ensemble de la population. Il a d'ailleurs rétabli en 1996 le russe comme langue officielle au même titre que le biélorusse. Dans les faits cependant, seul le russe est admis comme langue officielle. La Russie a toujours été en mesure, avec une efficacité variable, d'influencer la politique tant intérieure qu'extérieure de Minsk.

1. LA RUSSIE : LA CAUTION (PRESQUE) TOUS RISQUES

En 1996, le président Eltsine, qui cherchait à faire oublier à la population russe les échecs engendrés par l'engagement de réformes économiques, proposa le projet d'union avec la Biélorussie. Présenté sous la formule « ressources contre loyauté » (une aide économique et un soutien politique contre une loyauté sans faille), ce pacte devait s'avérer mutuellement avantageux². Cet échange de bons procédés a d'ailleurs toujours bien fonctionné dans la mesure où les intérêts vitaux des deux pays n'étaient pas affectés. Loukachenko doit donc sa liberté d'action et sa longévité sur le plan intérieur à la reconnaissance de son autorité par Moscou, qui, de son côté, use de la situation géographique de son voisin comme d'un atout stratégique.

11) le soutien russe à la Biélorussie : nécessaire et vital

La survie de la Biélorussie est donc liée à la qualité de ses relations avec son voisin. Jusqu'à présent, le soutien de la Russie dans les domaines économique et politique, a maintenu à flot un Etat qui a refusé tout changement après 1991. La crise énergétique de janvier 2007 a montré à quel point était grande la vulnérabilité du « petit Etat frère ».

111) la dépendance économique comme moyen d'existence

La Russie est le premier partenaire économique de la Biélorussie. En 2004, les importations en provenance de Russie constituaient 68% du volume d'importations de la

² KOKTYCH Kirill, « Biéloroussia v evropejskom kontekstie », *Centre Carnegie Moscou* 2003, p.31. Publication en russe. Traduction par l'auteur de ce mémoire.

Biélorussie³. En 2004, la valeur des exportations atteignait 14 milliards de dollars, dont 47% résultaient des ventes à la Russie. Moscou s'attache d'autant plus à maintenir son voisin sous forte dépendance que le régime de Minsk, pour se maintenir en place et obtenir l'appui de Moscou, a déjà dû faire beaucoup de concessions en matière économique. La Biélorussie est le seul Etat issu de l'URSS à ne pas avoir adopté l'économie de marché. Le fonctionnement est donc identique à ce qu'il était avant 1991 : en 2007, près de 80% des entreprises appartiennent à l'Etat. La politique économique est assez largement décidée par les autorités politiques et est avant tout un instrument au service du régime.

Cette dépendance entretenue par Moscou s'exprime d'abord au travers des capitaux russes qui contrôlent, le plus souvent de manière non officielle, une partie des entreprises biélorusses et qui constituent un facteur d'influence non négligeable. En 2000, des informations parues dans les presses russe et biélorusse annonçaient la possibilité de futures privatisations, notamment celles de la raffinerie Naftan ou de l'usine de transformation chimique Polimir et Azot. Ces tentatives de privatisation avaient entre autres buts de récupérer une partie des crédits accordés généreusement à certaines entreprises. Mais le président Loukachenko, souhaitant garder le contrôle de tout l'appareil de production, a toujours différé ces décisions. Les entreprises d'Etat sont donc en proie à une lutte entre le Chef de l'Etat biélorusse et les investisseurs russes qui, disposant de moyens financiers conséquents, tentent de prendre le contrôle de certaines d'entre elles.

Deuxième manifestation de cette dépendance : la fourniture à ces mêmes entreprises de ressources énergétiques. Le secteur énergétique biélorusse dépend à près de 90% de matières premières importées ; 100% du gaz importé par le pays provenant de Russie. Le gaz est une ressource d'autant plus primordiale qu'il alimente en chauffage 90 des 104 principales villes de Biélorussie. En vertu de la formule « ressources contre loyauté », Gazprom a toujours maintenu ses prix à un niveau volontairement bas. En 2000, Minsk s'acquittait d'un prix de 30 dollars⁴ pour 1000 m³ de gaz, alors que dans le même temps, l'Ukraine devait payer 80 dollars. Cette dépendance existe également dans le secteur pétrolier puisque la Biélorussie importe de Russie la totalité du pétrole qu'elle utilise dans ses raffineries, c'est-à-dire environ 75% de ses besoins. Vu de Russie, la position stratégique de son voisin occidental quant au transit vers l'Ouest est son principal atout. En effet, 50% du gaz russe exporté vers l'Ouest traverse le territoire biélorusse à destination de la Pologne, la Lituanie, l'enclave de Kaliningrad et de l'Allemagne. Une telle dépendance n'est évidemment pas sans conséquence sur l'économie, surtout quand elle concerne un secteur aussi sensible que l'énergie. Loukachenko a beau vouer la Russie aux gémonies pour la hausse du prix du gaz, Gazprom avait déjà dévoilé ses intentions en 2006.

³ SADOWSKI Rafal, WIERZBOWSKA-MIAZGA Agata, WISNIEWSKA Iwona dans « Białorus nieznanym sąsiadem Europy ». *Osrodek Studiów Wschodnich*, août 2005 p.14. Publication en polonais, trad. id. : la Biélorussie, un voisin méconnu de l'Europe. Centre de Recherches Orientales de Varsovie.

⁴ En décembre 2006, avant la crise du gaz, le prix des 1000 m³ de gaz était de 47 dollars.

Minsk tire d'importants revenus du raffinage sur son sol de pétrole brut russe que le pays peut ensuite revendre à l'Ouest ainsi que du transit du pétrole russe vers l'Allemagne. L'accord signé le 31 décembre 2006 prévoit que la Biélorussie paiera dorénavant 100 dollars pour 1000 m³ de gaz au lieu des 200 annoncés jusque là. Le tarif du gaz russe s'alignera par paliers sur les tarifs mondiaux en 2011. Pour sa part, la Biélorussie obtient le droit d'augmenter le tarif du transit qui passe de 0,75 à 1,45 dollars pour 1000 m³ pour 100 kilomètres. L'accord permet la mise en place d'un consortium commun, créé à partir des structures de la société énergétique biélorusse Beltransgaz. Au terme des quatre prochaines années, Gazprom doit acquérir 50% des actions de Beltransgaz pour un montant de 2,5 millions de dollars.

Cet accord ne peut être qu'un compromis car les conséquences politiques pour Minsk ont un impact sans précédent sur la dépendance énergétique du pays : la Biélorussie cède à terme son entreprise d'Etat monopoliste, son déficit budgétaire s'aggrave et l'inflation augmente du fait des nouveaux tarifs.

Minsk a réagi en décrétant alors une hausse des tarifs de transit du pétrole, fixés à 45 dollars pour 1000 m³ pour 100 kilomètres mais cette réaction d'orgueil n'a pas fait plier Moscou : Minsk a dû retirer cette mesure. Le pouvoir biélorusse se trouve en position de faiblesse face à Moscou. V. Poutine a annoncé en janvier 2007 que l'aide financière annuelle accordée à la Biélorussie serait maintenue mais réduite (environ 5,8 millions de dollars). Le président russe avait ajouté avec une certaine ironie que ces fonds russes constituaient une partie importante des revenus biélorusses (environ 40%). La souveraineté biélorusse est dès lors bien entamée.

112) La Russie comme garante de l'intégrité territoriale

1121) Les forces armées biélorusses

La souveraineté de la Biélorussie ne peut d'ailleurs être assurée que par un outil militaire adapté lui permettant de se défendre contre une éventuelle agression. L'Ouest est l'adversaire potentiel. Mais, forte de 80 000 hommes⁵ et censée résister à une invasion de l'OTAN, force est de constater que l'armée biélorusse n'est pas en mesure de fonctionner efficacement sans l'assistance militaire russe, notamment dans les domaines du commandement et du soutien technique. Au demeurant, elle mène rarement des exercices supérieurs au niveau tactique. Le premier d'entre eux était la manœuvre Niémen, conduite en 2001. Jouée à la veille des élections présidentielles dans une optique plus politique que militaire, elle a toutefois permis d'évaluer

⁵ TRENIN Dmitri dans « Moscow's relations with Belarus : an awkward ally », publication du *Centre Carnegie Moscou*, 2005, p.3.

l'interopérabilité entre les armées russe et biélorusse⁶. A l'issue de cet exercice, qui avait vu l'imbrication des forces aériennes et de défense sol-air des deux pays complétée par une organisation calquée sur le modèle russe, le président Loukachenko déclara avec une très grande satisfaction que « ...l'armée biélorusse [était] désormais en mesure de défendre les intérêts russes... »⁷. Les exercices bilatéraux se poursuivent depuis à un rythme régulier. En 2006, notamment, ont eu lieu les exercices, de niveau opératif cette fois, *Ashuluk* et *Bouclier de l'Union*⁸.

Cette coopération étroite avec la Russie est la garantie, et par là-même la seule voie, pour l'état-major biélorusse, de conserver une capacité opérationnelle optimisée.

1122) les services de sécurité

En 2007, l'influence russe s'étendrait également aux organismes assurant la sécurité de l'Etat, mais dans une moindre mesure. Si les relations entre chefs des services spéciaux biélorusses et russes manquent actuellement de lisibilité en raison de récurrentes périodes de tension, la Sécurité d'Etat n'a pas connu de véritable rupture dans son fonctionnement depuis 1991 : le KGB biélorusse n'a pas changé de nom et les cadres d'alors sont le plus souvent restés en place. Les méthodes de travail employées s'appuient sur des techniques longtemps éprouvées. L'aménagement des structures, conduit après la chute de l'Union soviétique, avait pour but d'adopter l'organisation des services russes. Des rencontres entre directeurs des agences russes et biélorusses ainsi que des exercices entre FSB et KGB avaient régulièrement lieu. Actuellement, les services biélorusses seraient toujours dans l'impossibilité de mener des actions sans en informer leur voisin. Disposant de moyens limités de recherche à l'extérieur, ils seraient également tributaires de l'assistance russe⁹. En revanche, la Russie pourrait mener des opérations sans aucune restriction sur le territoire biélorusse ou utiliser ce dernier comme base de départ pour ses actions clandestines.

Dans les relations officielles entre la Russie et la Biélorussie, les liens personnels qui unissent les membres du FSB et du KGB biélorusse sont prépondérants. Beaucoup de membres de ces deux services dorénavant distincts ont en effet effectué leur formation d'officier traitant à l'école du KGB de Minsk à l'époque de l'URSS. *De facto*, ces liens perdurent et assureront pendant un certain temps encore une subordination certaine de Minsk à Moscou.

⁶ WIERZBOWSKA-MIAZGA Agata dans « Republika Białorus czy republika białoruska », *Osrodek Studiów Wschodnich*, 29/11/01 p.7, article en polonais, trad. id.

⁷ *Op.cit.*

⁸ Ministère de la défense de Biélorussie www.mod.mil.by

⁹ Il est difficile de définir l'intensité de l'activité des services spéciaux biélorusses à l'extérieur. A la fin du mois de novembre 2006, un citoyen biélorusse a été arrêté en Lituanie, soupçonné d'être un membre du KGB. Il cherchait des informations sur les services de renseignements polonais et lituaniens.

Mais, devenu sujet à une paranoïa antirusse grandissante, le président Loukachenko a limogé le directeur du KGB, Leonid Ierin, pour le remplacer par Stepan Soukharenko au mois de janvier 2005. Ierin, un Russe ancien directeur (jusqu'en 1995) du FSB de la région de Moscou, était soupçonné par Loukachenko de manque de loyauté envers le régime et d'être trop complaisant envers la Russie¹⁰.

113) Une garantie internationale

Ces liens personnels avec la Russie contribuent à conforter la présence de la Biélorussie sur la scène internationale. Le soutien russe s'avère quasiment sans faille et annihile les effets des attaques à l'encontre du caractère peu démocratique du régime de Loukachenko. D'ailleurs, ni les Etats-Unis, pour qui *Batka* est le dernier dictateur d'Europe, ni l'Union Européenne n'ont réussi à inscrire la question biélorusse à l'ordre du jour de négociations avec la Russie. Le Kremlin considère que la Biélorussie est une affaire intérieure¹¹.

Pourtant, les relations entre Loukachenko et Poutine ne sont pas très cordiales ; le dirigeant russe voyant en son homologue un partenaire de plus en plus encombrant. Néanmoins, la prise en compte du contexte régional reste nécessaire pour comprendre la position de Moscou. Selon le discours officiel russe, les élections présidentielles biélorusses en mars 2006 s'étaient déroulées dans des conditions tout à fait satisfaisantes mais le contexte des révolutions colorées et leurs répercussions, qui ont conduit la Géorgie et l'Ukraine à sortir du giron russe, avaient alimenté les craintes qu'un tel scénario se répète avec la Biélorussie. Cela aurait pu signifier le renforcement des tendances pro-occidentales et l'impossibilité pour Moscou de garder la mainmise sur un pays à haute valeur stratégique.

2. LA BIELORUSSIE : UNE ZONE D'INTERET RUSSE

La géographie confère tout naturellement à la Biélorussie une importance stratégique pour les autorités russes. Située entre la Pologne et la Russie sur un axe Est-Ouest, sur un axe Nord-Sud entre l'Ukraine et les pays baltes, elle représente à juste titre pour la Russie un axe principal de défense et une zone de déploiement pour une projection de troupes à la frontière même de l'Alliance Atlantique.

¹⁰ GUILLEMOLES Alain dans « Biélorussie : une dictature aux portes de l'Europe », *Politique Internationale*, n°112, Eté 2006

¹¹ Propos tenus lors du sommet UE-Russie à Sochi en mai 2006.

21) la Biélorussie : poste avancé de l'espace de défense russe

211) l'importance de la pensée idéologique

Pour les élites russes, une Biélorussie favorable aux intérêts russes, à défaut d'être sincèrement amie, est une nécessité eu égard à la vision géostratégique que celles-ci ont de l'Europe : l'Ouest, que ce soit l'OTAN ou l'UE est toujours un adversaire potentiel, les Etats baltes sont considérés comme anti-russes et l'Ukraine est sur le chemin d'un processus, certes lent et prudent, mais susceptible de l'ancrer à l'Ouest et de la convertir en Etat-tampon face à la Russie. A cela s'ajoute un argument mis en avant par Loukachenko et ses partisans en Russie même : en cas d'éviction du président biélorusse, les troupes de l'OTAN pourraient se retrouver en face de Smolensk plutôt que de camper devant Brest¹². A l'épreuve des faits, cette démonstration a pourtant perdu de sa force comme en témoignent les deux vagues d'élargissement de l'Alliance Atlantique qui n'ont pas exposé la Russie à une nouvelle menace. Il existerait néanmoins une version plus élaborée de l'argument de Loukachenko développé *supra* qui s'appuie sur la notion de jeu à somme nulle dans la sphère des relations internationales et des versions régionales du Grand Jeu. Dans ce cas concret, la Russie bat en retraite, l'Ouest avance. Les Etats d'Europe Centrale et Orientale et les Etats baltes, autrefois soumis à la domination de Moscou, ont tous rejoint le camp occidental. L'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie auraient également l'intention de suivre le même chemin. Si la Russie veut briser cet encerclement, elle doit donc mettre sur pied une « Union Européenne » orientale qui ferait office de contrepoids à l'OTAN et à l'UE. Par conséquent, pourquoi ne pas commencer avec la Biélorussie, dont le président est arrivé au pouvoir en 1994 avec pour mot d'ordre une intégration avec la Russie¹³ ? Il n'est donc pas surprenant que l'État-major Général russe ait toujours considéré la Biélorussie comme une zone tampon relativement fiable.

Ces considérations stratégiques relatives à la prétendue menace occidentale sont appuyées elles-mêmes par les idéologues biélorusses qui voient dans l'Occident le mal absolu. Leurs théories reposent sur l'opposition entre l'Occident, symbole du mal, et la Russie porteuse du bien. Elles développent à leur tour des arguments pour le moins fallacieux mais qui entretiennent l'hostilité à l'égard de tout ce qui est occidental. Les pays occidentaux auraient débuté contre la Biélorussie une « guerre qui ne dit pas son nom »¹⁴. Par conséquent, l'isolement sur le plan

¹² Ville à la frontière polono-biélorusse

¹³ TRENIN Dmitri *op.cit* p.2

¹⁴ VIALITCHKA Vladimir rédacteur en chef du magazine « Bielaruska Dumka », n°6/2000, p.10

international devient un mal nécessaire. La démarche ainsi initiée conduit à désigner la politique extérieure de l'Occident comme source presque exclusive des difficultés intérieures¹⁵.

212) un espace de défense commune en pointillés

A défaut de pouvoir compter des alliés en nombre significatif, la Biélorussie est au moins l'allié militaire en Europe le plus proche de la Russie. Elle a rejoint le Traité de Sécurité Collective en 1993. Les forces armées biélorusses et les troupes russes des régions militaires occidentales sont en théorie subordonnées à un commandement commun, activé en cas de crise. En 2001, une doctrine commune a été adoptée. Depuis que la Biélorussie a rejoint le Commandement commun de défense aérienne des Etats de la CEI en 1995, sa défense aérienne a été d'emblée intégrée dans le système de défense russe. En contrepartie, la Russie fournit à Minsk des systèmes d'armes de défense sol-air de génération récente. Le 30 août 2005, Moscou a rendu public la vente à la Biélorussie de 20 systèmes d'armes sol-air S-300 qui devaient être incorporés dans un commandement régional de défense sol-air¹⁶, dont l'accord sur sa création effective, datant de 1999, n'était toujours pas signé en janvier 2007. Le déploiement de ces systèmes d'armes a été fortement médiatisé en Biélorussie en novembre 2006, car rendu public alors que les Etats-Unis précisaient leurs intentions quant à l'installation d'une partie de leur bouclier antimissile, notamment en Pologne. Avec une certaine ironie, suivant en cela la rhétorique anti-occidentale habituelle, les médias biélorusses ont relayé les déclarations russes selon lesquelles les S-300, déployés dans l'Ouest du pays, à Brest et à Grodno, étaient la réponse russe à l'arrivée prochaine en Pologne d'avions de combat de type F-16. Moscou avait tenu à préciser que ces armes n'étaient pas dirigées contre l'OTAN mais avaient un caractère uniquement défensif¹⁷.

Les troupes russes ne stationnent pas sur le sol biélorusse ; elles y entretiennent néanmoins deux bases. En 1995, Moscou et Minsk ont signé un accord qui accorde à la Russie la jouissance à titre gracieux jusqu'en 2020 d'une base à Baranovichi pour des radars destinés à la défense anti-aérienne. Cette installation est importante pour les militaires russes en attendant la mise en service opérationnelle d'une base similaire près de Saint-Pétersbourg en 2008. Baranovichi avait pris le relais d'une emprise similaire se trouvant en Lettonie. L'armée russe occupe également une base à Vileika, destinée à assurer les communications avec les sous-marins russes. Cependant, elle dispose en Russie même de bases dévouées à la même mission, dans les régions de Novgorod et de Krasnodar, et susceptibles de prendre le relais en cas de nécessité.

¹⁵ BULHAU Waler, « Od retoryki bratniego zjednoczenia do retoryki miedzypanstwowej integracji-artefakty wspolczesnej bialoruskiej ideologii panstwowej » dans <http://www.bialorus.pl>, 2003.

¹⁶ Les S-300 seraient destinés à la 115^{ème} brigade de défense anti-aérienne.

¹⁷ Informations de l'agence polonaise *Informacyjna Agencja Radiowa* du 14/11/2006 et du 21/11/2006

Compte tenu de l'enjeu stratégique que représente la Biélorussie et alors que les relations bilatérales se détérioraient à la suite du différend gazier de la fin de l'année 2006 et du début de l'année 2007, le ministre russe de la défense, soutenu par les militaires, a souhaité que le désaccord sur l'énergie ne se répercute pas sur la coopération militaire entre les deux pays¹⁸.

22) Biélorussie et OTAN : un relais et une copie peu fiables de la politique étrangère russe

Le président biélorusse a fait de l'union avec la Russie la ligne directrice de sa politique. Cet objectif, au nom de la fraternité slave, semble certainement aller de soi, en tout cas pour les Occidentaux, à l'aune des liens culturels, géographiques et religieux rapprochant les deux Etats. Pourtant, il est nécessaire de rappeler que la Biélorussie, au regard de son Histoire¹⁹ et de sa géographie, a dû se soucier, comme aucun autre pays, de l'orientation de sa politique étrangère : vers l'Ouest ou vers l'Est. Le choix de la Russie comme direction unique de politique extérieure ne doit rien à la fatalité. De 1991 à 1995, l'Europe n'a pas su tirer parti de la « carte biélorusse » pour favoriser l'avènement d'un régime démocratique et souverain suffisamment consolidé et a par conséquent négligé les forces démocratiques existantes qui considéraient que la priorité du pays devait être le rapprochement avec l'Union Européenne. Pourtant, la Biélorussie avait initié un timide rapprochement avec l'Ouest en adhérant à la CSCE et au Conseil de Coopération Nord Atlantique en 1992, mais n'avait pas suivi ses voisins d'Europe Centrale qui, à partir de 1993, ont commencé à s'engager dans un processus d'adhésion à l'OTAN. Les pays occidentaux se sont intéressés à la Biélorussie lors de l'arrivée au pouvoir de Loukachenko et la dérive très autoritaire qui s'est enclenchée. Le résultat obtenu fut aussi paradoxal que celui qui résulta des sanctions internationales appliquées au régime irakien dans les années 90. L'isolation de la Biélorussie a conduit au renforcement du pouvoir de *Batka* et à une coopération de plus en plus approfondie avec son voisin russe²⁰.

Les relations entre Loukachenko et l'Occident se sont en fait continuellement dégradées. Le renforcement de sa rhétorique anti-occidentale en même temps que celle faisant appel à l'unité des Slaves a atteint son paroxysme lors de la guerre du Kosovo en 1999. Les diatribes adressées à l'encontre des pays de l'OTAN ont accentué son isolation et donc sa dépendance vis-à-vis de

¹⁸ BLAGOV Serguei correspondant à Moscou de *l'International Security Network*, 10/01/07
www.res.ethz.ch/news

¹⁹ La Biélorussie a appartenu au XIV^{ème} siècle au Grand-duché polono-lituanien puis à la Rzeczpospolita (République) de Pologne au XVI^{ème} siècle avant d'être intégrée dans l'Empire russe et dans l'Union soviétique.

²⁰ HOLUBIEV Valentin dans « Polityczne elity Bialorusi wobec wyborow kierunkow polityki zagranicznej », Conférence coorganisée par le *Centrum Edukacji Obywatelskiej Polska Bialorus*, la *Fondation Konrad Adenauer* et la *Towarzystwo Przyjaciol Wiedzy Filomaci* de Minsk, Bialystok, 5-6 avril 2003.

la Russie. La politique de Minsk face à l'Alliance est clairement dérivée des positions de Moscou. En juin 1999, le ministre biélorusse des Affaires Etrangères, Oural Latypov, définissait l'OTAN comme « une alliance militaire vouée à défendre ses membres contre une agression extérieure » et donc son expansion vers l'Est ne se justifiait pas. Cette simple assertion suffisait à légitimer toutes les critiques de la politique d'élargissement menée par l'Alliance, mais n'excluait pas les revirements calqués sur ceux de son voisin. En février 2000, après une période de relations difficiles, la Russie a rétabli des contacts formels avec l'OTAN, ce qui eut pour conséquence d'inciter la Biélorussie à assouplir elle-aussi son attitude jusque-là intransigeante. Finalement, en juin 2002, lors d'une séance du Conseil de Sécurité biélorusse, le président Loukachenko admit la nécessaire prise en compte des nouvelles réalités internationales²¹. En 2003, il ne contesta pas l'élargissement supplémentaire de l'OTAN ni la coopération militaire de l'Alliance avec l'Ukraine. Un des signes visibles de rapprochement avec l'Ouest fut de nommer Sergueï Martyna, ancien représentant de la Biélorussie à l'OTAN, ministre des Affaires Etrangères (mars 2003). Une coopération s'esquissait dans le cadre du Partenariat pour la Coopération Euro-Atlantique et du Partenariat pour la Paix : en février 2004, un Programme Individuel de Partenariat fut même lancé pour les années 2004-2005.

Pourtant, toutes les initiatives prises pour approfondir la coopération avec l'Ouest semblaient d'emblée réduites à néant en raison des déclarations hostiles de *Batka* fréquemment adressées aux voisins occidentaux de la Biélorussie. Son hystérie autoritaire reprit ses droits quand, en 2003, les Etats-Unis envisagèrent de délocaliser leurs bases militaires d'Allemagne vers la Pologne. Varsovie fut alors accusée de prendre ses ordres directement de l'OTAN et de l'Union Européenne²², tout comme elle avait été fortement critiquée par la Biélorussie et la Russie quand elle avait envisagée de participer en 1999, à ses frontières occidentales, à la mise sur pied d'un corps d'armée germano-polono-danois²³. Suite aux rumeurs d'implantation de bases américaines à proximité de leurs frontières, les autorités biélorusses accusèrent les Occidentaux et la Pologne de menacer la sécurité de la Biélorussie, et en conséquence, estimèrent que la coopération militaire avec la Russie devait absolument être renforcée. En outre, l'agence de presse biélorusse « Belta » publia une analyse selon laquelle la Pologne, aidée par les Américains, cherchait à récupérer les territoires qu'elle occupait à l'Est jusqu'en 1939²⁴.

²¹ RAZANAU Anatol dans EBERHADT Adam et VLACHOVITCH Vladimir « Belarus i Polska, Polska i Belarus : Ewolucja NATO-spojrzenie z Minska », Polski Instytut Spraw Miedzynarodowych 2003, p.69. Article en polonais, trad. id.

²² KSIAZEK Jaroslaw « Poland's Bilateral Relations : Russian Federation », *Yearbook of Polish Foreign Policy*, 2003, p.295-297.

²³ FIODARAU Andreï : « Bialorus i NATO » dans <http://www.bialorus.pl>, 2003. A titre de repréailles, Moscou et Minsk avaient planifié la création d'un corps d'armée russo-biélorusse dont l'état-major serait installé dans une zone proche de la frontière polonaise. Mais cette initiative ne vit pas le jour.

²⁴ « Bialorusini emocjonalnie o amerykanskich bazach w Polsce », dans *Tydzien na Wschodzie*, 29 mai 2003.

De telles volte-face peuvent susciter l'interrogation sur les buts poursuivis par Loukachenko. Il est important de remarquer que les changements de postures du dirigeant biélorusse correspondent à des phases précises dans les relations avec la Russie. D'une part, le processus d'union avec la Russie traversait une période récurrente de turbulences et donc Loukachenko cherchait à s'affirmer davantage face à Poutine, dans l'optique d'obtenir une certaine reconnaissance internationale. D'autre part, la nouvelle approche adoptée par Poutine envers l'Ouest obligea *Batka* à adopter, même avec certaines réticences, une attitude identique. Il semble donc que son intention de coopérer avec l'Occident réponde surtout à une vision à court terme et, à cet égard, est à peine crédible si l'on prend en compte certaines de ses décisions : arrêt forcé de l'activité de la mission de l'OSCE Advisory and Monitoring Group en 2002, soutien au régime de Saddam Hussein ou livraison d'armes à des Etats peu recommandables. La dépendance de la Biélorussie au profit de la Russie en matière de politique extérieure a pourtant ses limites. Autant Poutine cherche autant que possible à avoir les meilleures relations possibles avec les Occidentaux, autant Loukachenko se soucie peu d'être considéré comme un « bon Européen ». La Révolution Orange obligea certes la Russie et la Biélorussie à ranger pour un temps leurs différends devant la crainte que faisait planer la possible réitération d'une révolution colorée à l'occasion des élections présidentielles biélorusses en 2006. Mais l'opposition biélorusse n'est pas aussi vindicative que l'opposition ukrainienne... Le différend gazier de janvier 2007 a justement contribué à faire voler en éclats cette bonne entente de façade.

DEUXIEME PARTIE : UNE UNION OFFICIEUSEMENT MORTE

Durant toute la décennie 90, l'union de deux Etats slaves était considérée en Russie comme un facteur de stabilisation de nature à renforcer la position de la Russie au sein de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et vis-à-vis de l' « étranger proche ». Le 10 juillet 1994, Loukachenko est élu président. C'est sans doute la date charnière dans le processus d'intégration. Alors que les pays d'Europe Orientale et les Etats baltes se tournaient résolument vers l'Ouest, la Biélorussie, déjà fortement dépendante économiquement de la Russie, opte pour l'union avec son voisin²⁵. Entre 1995 et 1999, les deux Etats conclurent un certain nombre d'accords bilatéraux qui conduisirent à la signature, le 8 décembre 1999 à Moscou, du Traité d'Union entre la Fédération de Russie et la République de Biélorussie. Un projet de constitution, l'Acte constitutionnel, fut élaboré en mars 2003. La question principale à laquelle

²⁵ Le 14 mai 1995, un référendum fut organisé sur le thème de l'union avec la Russie. La question était la suivante : « soutenez-vous l'action du président de la République de Biélorussie dans la poursuite du processus d'union économique avec la Russie ? ». Selon les résultats officiels, le oui l'a emporté avec 83,3% des suffrages contre 12,5% pour le non.

ne répondait pas ce traité concernait la nature de l'Union : une confédération de deux Etats ou l'union de deux Etats, c'est-à-dire une fédération. Plus de dix ans après les premiers pas du processus, il apparaît de plus en plus improbable que l'Union voie le jour même si personne, à Minsk ou à Moscou, n'ose décréter sa mort.

1. UN JEU DE DUPES

Le projet d'Union reposait jusqu'à présent sur des déclarations plus que sur des actes. La volonté de s'entendre, affichée de part et d'autre, dissimulait les manœuvres de Moscou et de Minsk. Officieusement puis ouvertement depuis le 1^{er} janvier 2007, Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko défendent clairement une politique avant tout nationale.

11) Prééminence des intérêts nationaux

L'Union n'a pas dépassé le stade des beaux discours fraternels. Les réalisations sont très limitées car les objectifs des deux parties diffèrent sensiblement.

La Russie espère garder toute son influence sur la Biélorussie en exerçant une pression économique continue sur le pays. Elle est passée d'une politique du symbole, en référence à l'URSS, à une politique beaucoup plus pragmatique. Loukachenko, quant à lui, veut continuer d'exercer le pouvoir en usant, et si possible en abusant, de l'aide économique russe sans contrepartie. Sans cette aide russe, estimée à 4 milliards de dollars par an, l'économie biélorusse n'aurait pu retrouver son niveau de 1990 et ne pourrait survivre, eu égard à l'absence de réformes. La réalisation de l'Union est subordonnée à d'inévitables mesures d'harmonisation dans le domaine économique mais Loukachenko ne peut accepter l'entrée en vigueur d'accords qui affaibliraient son autorité sur le pays. Le désaccord s'est soldé par un refroidissement des relations faisant suite, en juin et en août 2002, à la critique de Poutine à l'encontre de la politique menée par Loukachenko. Le président russe a présenté ses conditions d'union sous forme d'ultimatum à l'autocrate biélorusse : celui-ci devait choisir entre une incorporation de la Biélorussie dans la Fédération de Russie ou bien une intégration sur le modèle européen avec une position dominante occupée par la Russie. En dépit d'un « rabibochage » qui avait permis à Moscou d'imposer un calendrier pour faire appliquer certaines mesures économiques, Loukachenko s'est toujours montré réticent à ouvrir son économie compte tenu des conséquences que cela entraînerait sur le plan intérieur et n'a donc pas obtempéré.

La condition préalable et indispensable à la concrétisation de l'Union était l'adoption par la Biélorussie du rouble russe en remplacement de sa monnaie dès le 1^{er} janvier 2005. Minsk avait,

à cette fin, reçu des subventions substantielles de Moscou. Bien que la Banque Nationale Biélorusse (BNB) n'ait vu aucune objection à l'introduction d'une monnaie unique, les autorités biélorusses ont posé de nouvelles conditions : payer le pétrole et l'électricité au prix russe et obtenir une compensation pour la perte de TVA engendrée par l'alignement des droits de pension²⁶. A cela s'ajoute la pression exercée par Minsk sur Moscou pour obtenir, en vain, l'égalité dans la prise de décision au sein de la Banque Centrale de l'Union. Le 1^{er} février 2007, le directeur de la BNB, Piotr Prokopovitch, a estimé que « les conditions propices à l'introduction de la monnaie unique n'[étaient] pas réunies, bien que sur le plan technique, il n'y ait aucun obstacle. ». Il a par ailleurs ajouté que l'augmentation du prix des ressources énergétiques pourrait faire passer la hausse du PIB biélorusse de 10% à 2 ou 3% par an. En revanche, si l'introduction de la monnaie unique était soumise aux mêmes règles, tant du côté russe que biélorusse, Minsk pourrait espérer une croissance économique de 7 à 8% par an²⁷.

Si la Biélorussie devait accepter toutes les demandes formulées par Moscou, elle devrait nécessairement adapter son économie et avaliser la privatisation d'un grand nombre de ses entreprises par le biais de capitaux russes. Cela induirait un coût social élevé puisque 60% des salariés biélorusses pourraient se retrouver sans emploi²⁸.

La conséquence de ses attermolements rejaillit sur la mise en place de l'Union qui se bâtit en revanche dans des domaines « à la marge », c'est-à-dire ne menaçant pas le pouvoir de Loukachenko. L'intégration est ainsi bien avancée dans les secteurs de la défense et de la coopération transfrontalière, notamment par l'instauration de la libre-circulation entre les deux pays et l'adoption par la Biélorussie de la réglementation russe concernant la garde aux frontières.

12) la préservation de la souveraineté biélorusse

« Nous ne marchanderons pas notre souveraineté !... Quand avons-nous dit que nous serions prêts à être une composante de la Fédération de Russie ? Jamais ! ». C'est ainsi que le président Loukachenko a commenté le futur de l'Union quelques jours après la fermeture des robinets de gaz à destination de l'Ouest en janvier 2007²⁹. Pour *Batka*, « l'Union doit se bâtir sur des principes d'égalité... la Russie est partie pour la fouler aux pieds... »³⁰.

Sans égalité de traitement, la souveraineté biélorusse est menacée. Cette exigence première, constitue le principal argument permettant à Loukachenko de s'opposer au projet du Kremlin.

²⁶ RONTOYANNI Clelia dans « Changing Belarus : Belarusian foreign policy », *Cahiers de Chaillot* n°85, Institut d'Etudes et de Sécurité, novembre 2005, p.62

²⁷ TOMACHEVSKAYA Olga dans *Vremya Novostiej*, <http://www.vremya.ru/print, 01/02/07>.

²⁸ KOKTYCH Kirill, *op.cit*, p.31.

²⁹ *Biélorus Sievodnia* du 16/01/2007.

³⁰ TOMACHEVSKAYA Olga dans *Vremya Novostiej*, 15/01/07.

L'égalité, pourtant inscrite dans le traité de 1999, semble difficile à respecter tant les différences entre les deux Etats sont flagrantes. Le rapport de population est de 1 à 15 en faveur de la Russie, 1 à 25 en termes de PIB et de 1 à 11 en termes de volume des échanges. Loukachenko n'occupe plus la scène médiatique des deux Etats comme auparavant : omniprésent dans les médias nationaux, il a presque disparu de la scène politique russe après le départ du président Eltsine. Simultanément, le nouveau dirigeant russe, Vladimir Poutine a de moins en moins de temps à lui consacrer. La population russe, quant à elle, a montré avec le temps de moins en moins d'intérêt pour cette question de l'Union.

Malgré l'exacerbation des rancœurs consécutive à l'absence de solution véritablement satisfaisante sur la question globale de la tarification et de l'approvisionnement en hydrocarbures de la Biélorussie, le président Loukachenko n'a jamais été aussi libre d'exprimer son sentiment à l'égard de la Russie. Il ne pouvait le faire avant les élections présidentielles de mars 2006 car le soutien du Kremlin était impératif pour sa réélection. Ce soutien lui fut accordé sans véritable enthousiasme mais Moscou espérait que Minsk saurait s'en souvenir³¹.

De manière générale, le conflit d'intérêts qui oppose Loukachenko à Moscou ne lui est pas si défavorable si l'on se place dans une perspective purement politique, liée uniquement à l'objectif du maintien au pouvoir. L'analyse de ses relations avec le Kremlin convaincrat en effet tout un chacun que jamais il ne cèderait un pouce de souveraineté. Un examen approfondi montre également qu'il a su utilisé à merveille les fonds russes à des fins personnelles. Il a éveillé la conscience nationale de ses concitoyens à son profit, a réussi à contrôler la totalité de l'économie et neutraliser l'opposition³². Le but de ses manœuvres tendrait à rendre la Russie responsable de l'échec de l'Union. S'affirmant comme le moteur de l'union, Loukachenko tenterait finalement de contraindre Moscou à dénoncer les accords du 31 décembre 2006 sur les prix et les prestations de l'approvisionnement de la Biélorussie en gaz³³. Sa « proposition de réalisation de l'Union en 2007³⁴ » pourrait être par conséquent le début d'une démarche visant à discréditer Moscou tout en tentant de préserver ses acquis.

A l'inverse, Moscou a refusé de transiger et de négocier avec Minsk jusqu'à l'annulation pure et simple de la taxe de transit sur le pétrole décrétée par la Biélorussie après l'annonce russe de l'augmentation du prix du gaz le 31 décembre 2006. Les autorités biélorusses n'avaient pas d'autre choix que d'abandonner cet argument qui devait contrebalancer les dégâts financiers causés par les augmentations des tarifs russes. La Biélorussie n'a désormais aucun moyen de faire pression sur Moscou, si ce n'est de faire des appels du pied de plus en plus insistants à

³¹ ROMANCHUK Yaroslav dans « Oil and gaz madness », *Eurasian Home-analytical resource*, 10/01/07.

³² ROMANCHUK Yaroslav dans « Pre-summit show off or a new strategy ? » 15/06/2006

³³ ROMANCHUK Yaroslav dans « Oil and gaz madness »

³⁴ Agence de presse Rosbalt 14/01/07

l'Occident. Loukachenko a, dans une certaine mesure, enclenché le processus de « détricotage » de l'Union³⁵.

2. DES INTERETS DE PLUS EN PLUS DIVERGENTS

L'Occident a pris conscience de l'ampleur de la crise entre la Russie et la Biélorussie en janvier 2007 quand ses approvisionnements en hydrocarbures étaient sous la menace d'une fermeture pure et simple des robinets situés sur le territoire biélorusse. Toutefois, la tension existant entre Poutine et Loukachenko était perceptible depuis plusieurs mois et se reflétait dans les échanges économiques ainsi que dans les nouvelles orientations de la politique étrangère biélorusse.

21) L'économie comme champ de bataille

211) Une guerre commerciale à fleurets mouchetés

L'importance du facteur économique dans la réalisation de l'Union a déjà été soulignée. Néanmoins, il suffit d'examiner la situation des échanges commerciaux entre Moscou et Minsk pour constater qu'il n'y a aucune convergence entre les deux économies mais qu'en réalité la politique économique de Minsk tendrait plutôt vers une prise de distances avec Moscou. Les chiffres de la balance commerciale biélorusse indiquent qu'une guerre commerciale est bel et bien cours³⁶. En 2005, les échanges entre les deux pays ont baissé de 10,7% par rapport à 2004. Les importations biélorusses ont diminué de 12,9% et les exportations vers la Russie de 10,9%. Ces dernières représentent environ un tiers du volume des exportations de la Biélorussie. Cette tendance est nouvelle car en 2004, 46,6% des exportations étaient destinées à la Russie, contre 36% en 2005³⁷. La réduction des échanges avec la Russie s'accompagne, par effet de vases communicants, d'un accroissement des échanges avec les marchés occidentaux.

Les autorités biélorusses sont très déterminées à éliminer les produits russes du marché intérieur, auxquelles elles appliquent déjà des quotas draconiens. A l'heure actuelle, 80% des produits vendus sur le marché local sont d'origine biélorusse³⁸. Paradoxalement, si l'on prend

³⁵ SOUZDAL'TSEV Andreï, *RIA Novosti*, 12/01/07.

³⁶ ROMANCHUK Yaroslav dans « Russia's failure : the undeclared war », *Eurasian Home-analytical resource*, février 2006.

³⁷ ZAIKO Leonid dans « Russia and Belarus : between wishing and reality », *Russia in Global Affairs* n°1 janvier-mars 2006.

³⁸ ZAIKO Leonid, *ibid*

en compte l'aspect disproportionné des relations commerciales bilatérales, Minsk a déclenché une véritable guerre sur des biens de consommation tels que la bière, le sucre, la farine, le pain et autres produits. En janvier 2007, la Biélorussie a annoncé une réduction des livraisons de sucre à la Russie pour les deux années à venir, prétextant des taxes additionnelles que ses producteurs doivent payer lors de l'entrée du sucre en Russie. Cela ne serait qu'une riposte à l'intention supposée des autorités russes d'imposer des droits de douane d'une valeur totale de 6 millions de dollars sur des produits alimentaires comme la viande, le lait, les téléviseurs et les meubles, jusque là exempts de taxes. Cette mesure ne sera vraisemblablement pas très dissuasive alors que Vladimir Poutine a en outre ordonné à son gouvernement de préparer une série de mesures destinées à protéger l'économie russe des nuisances provoquées par le côté imprévisible de la politique économique biélorusse. Parmi elles, un projet de réduction de l'approvisionnement en pétrole serait à l'étude³⁹. Si les déclarations se matérialisent en actes concrets, cela ne fera qu'agrandir le fossé entre voisins. Le marché russe reste pourtant le plus sûr débouché pour les produits biélorusses malgré la détérioration constante des relations.

212) L'enjeu de la sécurité énergétique

La pression économique de plus en plus forte exercée par Moscou a montré qu'il était temps pour Minsk de chercher de nouveaux partenaires, afin de diversifier ses approvisionnements énergétiques. A cet effet, différentes pistes sont explorées : contacts avec des pays producteurs de pétrole susceptibles d'assurer la sécurité des approvisionnements, la tentative de création d'une alliance énergétique avec l'Ukraine et la construction d'une centrale nucléaire visant à la réduction de la dépendance en électricité vis-à-vis de la Russie.

- Contacts initiés avec un certain nombre de pays producteurs de pétrole.

Ce sont pour la plupart des pays non démocratiques : entre autres le Venezuela, l'Azerbaïdjan et l'Iran. Au mois de juillet 2006, le président vénézuélien Hugo Chavez s'est rendu en Biélorussie et une coopération a été initiée dans différents secteurs, notamment pétrolier. Le président Chavez a annoncé que son pays était prêt à livrer du pétrole brut en échange de technologies pétrolières qui permettraient d'améliorer les infrastructures vénézuéliennes. Une commission bilatérale chargée de suivre l'avancée de la coopération et placée directement sous le contrôle des deux chefs d'Etat a d'ailleurs été créée. Des représentants de Minsk ont également visité, à Klaïpeda en Lituanie, un terminal pétrolier,

³⁹ « Russia may impose duties on Belarus goods » dans *Belarus news and analysis*, <http://www.data.minsk.by/belarusnews> 10/01/07.

offrant les capacités techniques d'accueil des pétroliers. Ce terminal reçoit déjà des livraisons de fuel en provenance du Venezuela.

Au mois d'octobre 2006, le président Loukachenko a accueilli à Minsk le président azéri Ilham Aliiev. Alors que les échanges entre les deux Etats étaient jusqu'alors très peu développés (30 millions de dollars par an, soit 0,1% du commerce extérieur biélorusse), un accord de coopération économique a été conclu sur une période courant jusqu'à 2015. La Biélorussie a proposé à Bakou de traiter son pétrole et son gaz dans ses complexes pétrochimiques. Les deux présidents ont également envisagé la livraison de pétrole azéri à la Biélorussie via l'oléoduc ukrainien Odessa-Brody.

Les tractations avec l'Iran auraient, semble-t-il, abouti à la signature d'un accord dans le domaine énergétique après qu'un resserrement visible des liens ait eu lieu, concrétisé par des échanges de délégations officielles entre fin 2006 et début 2007. Le site internet « Belarus news and analysis » a annoncé le 8 février 2007, relayant les informations fournies par la télévision biélorusse la veille, que l'Iran et la Biélorussie coopéreraient dans le domaine de l'extraction du pétrole. Téhéran, du fait des sanctions internationales, ne pourrait moderniser ses infrastructures pétrolières. Les autorités iraniennes auraient alors sollicité l'aide technique de Minsk pour optimiser leur production. Parallèlement à cette annonce, le journal russe *Kommersant* a également révélé à cette même date que, Téhéran, par la voix de son ambassadeur à Minsk, Abdulhamid Fekri, était prêt à apporter son aide à « ...un Etat aussi bien disposé [envers l'Iran] que la Biélorussie... » qui souhaitait se doter d'une centrale nucléaire. Selon les dispositions prises, la contribution iranienne n'aurait qu'une finalité purement civile.

- Construction d'une centrale nucléaire

Ce projet a été officialisé par Loukachenko en décembre 2006. Selon lui, « compte tenu des ressources énergétiques du pays, la question de la production d'électricité d'origine nucléaire est une variante indispensable à la sécurité énergétique de notre Etat ».

Cette annonce, anticipant de quelques semaines la hausse du prix du gaz décidée par Moscou, prend en compte la nouvelle donne énergétique de 2007 et l'arrêt de livraison d'hydrocarbures à bas prix. La centrale devrait être construite dans l'oblast (région administrative) de Moghilev, à 60 kilomètres de la capitale régionale et à 100 kilomètres de la frontière avec la Russie. Elle devrait entrer en activité en 2015. Deux partenaires étaient envisagés : la Russie, *via* Rosatom, ou la France, qui semblait avoir la préférence⁴⁰. Mais une participation iranienne au projet pourrait modifier la donne.

⁴⁰ BAYOU Céline dans « Biélorussie : la sécurité énergétique passe par le nucléaire », *Regards sur l'Est*, 04/12/06.

- Alliance énergétique contre la Russie

En novembre 2006, lors d'une conférence de presse devant des journalistes ukrainiens, Loukachenko s'est déclaré favorable à un partenariat privilégié avec l'Ukraine dans le but de négocier avec Moscou, de manière plus équilibrée, les conditions de livraison et de transit de gaz russe. Dans un premier temps, aucune réponse officielle ne fut donnée par Kiev : l'Ukraine ayant des livraisons de gaz garanties par la Russie pour 2007 à un prix plus élevé que pour la Biélorussie (130 dollars les 1000 m³ contre 100 pour Minsk), ne souhaitait pas mettre en péril sa propre sécurité d'autant plus que le marché russe sera toujours plus intéressant que le marché biélorusse qui n'offre aucune condition favorable pour l'investissement.

Nonobstant les réticences du côté ukrainien, le président biélorusse a préparé un mémorandum fixant le cadre de la collaboration entre les deux Etats. Ces dispositions devaient être discutées à Kiev le 26 février 2007 mais la visite de Loukachenko a été repoussée au mois de mars. Si ce dernier espère obtenir une inflexion de la position ukrainienne et aboutir à une véritable collaboration sur le plan énergétique, limitant ainsi les effets de la politique russe, les autorités de Kiev ont annoncé, pour leur part, qu'elles envisageaient un accord sur la fourniture d'électricité par l'Ukraine à la Biélorussie.

22) Des tentatives de réorientation de la politique étrangère

La Biélorussie, tout au moins son dirigeant, tente de sortir du cercle vicieux qui impose de faire des concessions à Moscou, donc d'être dépendant, afin de préserver le régime. Cherchant à diversifier l'origine de ses ressources énergétiques, Minsk essaie par la même occasion de briser son isolement sur la scène internationale, mais sans que cela ne l'entraîne sur le terrain du respect de la démocratie. Son idéologie l'a amené à repousser l'Occident et à embrasser la cause russe. Les pays occidentaux, tout en essayant de maintenir le dialogue, ne sont pas prêts à lâcher du lest si Minsk ne se plie pas aux règles démocratiques les plus élémentaires. Pour sa part, Moscou se préoccupe avant tout de ses intérêts et est de moins en moins disposé à soutenir à tout prix les « frasques » de l'ancien dirigeant de kolkhoze.

Considérant que les chances d'obtenir un soutien sur le continent européen sont minces, Loukachenko en est réduit à prospecter ailleurs. Cela ne constitue pas une surprise à la lumière des propos tenus lors du sommet des pays non-alignés en septembre 2006 : « ...aux élections du mois de mars [2006], 95% de la société a dit non aux Américains et à l'Occident... »⁴¹. A l'occasion de ce sommet, Loukachenko a affirmé que la Biélorussie créait un « arc extérieur »

⁴¹ Wp.pl dans <http://www.bialorus.pl>, 18/09/2006. Selon les données officielles, Loukachenko n'avait obtenu « que » 83% des voix.

de politique étrangère : une zone incluant Cuba et l'Amérique Latine (Venezuela, Brésil, Bolivie), l'Afrique du Sud et quelques autres Etats africains, le Golfe Persique, l'Iran, la Chine, le Viêtnam jusqu'à la Malaisie. Loukachenko a rencontré plusieurs dirigeants des pays non-alignés mais une concrétisation sous forme d'accords politiques n'est pas acquise. Une coopération a été lancée avec le Venezuela, une autre a été initiée avec l'Iran, complétant le volet énergétique de la toute nouvelle collaboration bilatérale. Le dirigeant Ahmadinedjad devrait en outre se rendre à moyen terme en visite à Minsk⁴². Le 20 février 2007, à la suite de la visite à Minsk du chef du Parlement soudanais, Ahmed Ibrahim al-Tahir, Loukachenko a fait savoir qu'il se rendrait sous peu au Soudan pour relancer la coopération bilatérale, notamment militaire et technique. Cela le renforce dans ses convictions selon lesquelles « ...peut-on parler d'isolement lorsque 120 Etats de la planète nous soutiennent ? »⁴³.

Outre le bénéfice que ces coopérations pourraient apporter sur le plan de la diversification de l'approvisionnement énergétique, la Biélorussie voit l'occasion d'élargir ses marchés dans le domaine militaire, notamment avec l'Iran. Le 21 et 22 janvier 2007, le ministre de la défense biélorusse Leonid Maltsev s'est rendu en Iran où il a signé un *Memorandum of Understanding* sur une coopération en matière de défense. Il est prévu que des échanges réguliers aient lieu entre les deux pays au niveau ministériel.

Mais malgré tous ses propos hostiles à l'Occident, Loukachenko aime l'emploi du double langage, ce qui ne surprendra personne dans la mesure où il est prêt à tout pour garder son fauteuil mais cela jette le trouble sur ses véritables intentions et brouille les analyses prospectives qui peuvent être menées sur son avenir. Loukachenko, qui n'a jamais cessé d'accuser les Etats-Unis de chercher à l'évincer, n'hésite pas à renier ses propos pour se donner le beau rôle : le 24 octobre 2006, recevant les lettres de créance de la nouvelle ambassadrice américaine à Minsk, il a exprimé « la volonté d'avoir un dialogue ouvert et constructif avec Washington sur la base de l'égalité, du respect mutuel et de la prise en considération des intérêts de chacun... »⁴⁴.

Il use de la même rhétorique avec l'Europe. Après avoir annoncé en novembre 2006 qu'il était prêt à collaborer avec l'Union Européenne, Loukachenko a fait marche arrière la semaine suivante quand l'UE a proposé une aide substantielle à Minsk en échange du respect des règles démocratiques. En janvier 2007, la crise avec la Russie l'a néanmoins obligé à se tourner de nouveau vers l'Europe. Il a déclaré que le moment était venu d'améliorer les relations entre son pays et l'Occident, allant même jusqu'à affirmer que la Biélorussie serait le mur qui protégerait l'Europe de la Russie⁴⁵. Bruxelles reste cependant dubitative quant à ses appels du pied répétés et même si la visite en Biélorussie du président du conseil de l'Europe, René van der Linden, le

⁴² *Belarus news and analysis*, 31/01/07

⁴³ *RIA Novosti*, 09/10/2006

⁴⁴ *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 24/10/2006

⁴⁵ *Die Welt*, 25/01/2007

19 janvier 2006, a été perçue comme un signe positif des deux côtés, les Européens ont fait remarquer à Minsk qu'une occasion avait été manquée de se rapprocher véritablement des Européens en refusant que des observateurs internationaux soient présents aux élections des conseils locaux le 17 janvier ; élections remportées sans surprise par le pouvoir.

23) Poutine-Loukachenko : des relations tendues

La faillite de l'Union est donc patente en ce début d'année 2007. Le conflit sur les tarifs du gaz imposés par Moscou à Minsk n'a fait que l'aggraver mais elle a également mis en lumière le différend relationnel qui sous-tend cet échec. Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko ne se supportent plus. Leurs vues sur la mise en œuvre de l'Union n'ont cessé de diverger depuis plusieurs années. La position adoptée par le président russe en août 2002, qui préconisait alors que la Biélorussie renonce à sa souveraineté et devienne un sujet de la Fédération de Russie, ne fut pas du goût de *Batka*.

L'URB devait permettre au président Eltsine d'accroître ses chances de victoire lors des élections de 1996. Durant cette période, Loukachenko était perçu comme un candidat très populaire auprès des élites politiques russes. Parcourant très souvent la Russie, il établît des contacts directs avec des responsables politiques locaux. Son style contrastait singulièrement avec le personnage moins souple et moins populaire qu'était Eltsine, ce qui ne manqua pas de susciter la jalousie de ce dernier. En conséquence, le Kremlin empêcha Loukachenko de s'adonner à de trop fréquentes « tournées de province ». Malgré tout, *Batka* maintint les contacts qu'il avait noués, bien qu'il soit fait assez rarement mention de la popularité dont il bénéficie encore parmi la population et les élites politiques russes, surtout chez les nationalistes et les communistes. L'engouement qu'il suscitait lui laissa croire qu'il pourrait briguer le Kremlin. Pourtant, la montée en puissance de Poutine réduisit significativement ses espoirs. Pourtant une union des deux pays semble difficilement réalisable étant donné les écarts sensibles en matière de potentiel économique et dans la façon d'exercer le pouvoir. En outre, les cercles politiques moscovites ne sauraient envisager que les dirigeants biélorusses obtiennent les mêmes prérogatives et les mêmes droits puisque que dans leur analyse de la situation, la Biélorussie ne saurait être autre chose qu'une province russe⁴⁶.

Cependant, en l'état actuel des choses, un processus d'union mené sous la contrainte pourrait s'avérer dangereux pour le Kremlin. Le dirigeant biélorusse devrait se voir octroyer de sérieuses compensations comme, par exemple, le poste de vice-président de l'Union. Ce serait un jeu risqué pour le Kremlin car les idées défendues par Loukachenko, défendant l'idée du chef « père de la nation », fortement imprégnées de soviétisme, et hostiles à tout ce qui est occidental, sont très populaires en Russie et pourraient le cas échéant l'amener à élever le

⁴⁶ PETROV Nikolai dans le *Moscow Times* du 16/01/2007.

niveau de ses prétentions. Mais, à ce jour, la création d'un poste de président ne figure pas dans l'Acte constitutionnel de 2005 car la Biélorussie y a fait obstacle. La cote de popularité élevée de Poutine repousserait Loukachenko dans l'ombre, le reléguant à un rôle secondaire. Loukachenko a bien conscience qu'il ne peut rivaliser avec son homologue russe, ce qui accroît d'autant plus son inimitié à l'égard de Poutine.

Les visions totalement antinomiques des deux présidents ont été très bien résumées par l'ancien gouverneur de Saratov, D. Ayatskov, nommé ambassadeur de Russie à Minsk, qui dit un jour publiquement à Loukachenko : « Ou bien nous vous intégrons ou bien... »⁴⁷. La nomination d'Ayatskov fut immédiatement annulée.

Les relations difficiles entretenues par Moscou avec Minsk amènent les autorités russes à envisager autrement l'avenir de la Biélorussie... sans que cela ne donne de certitudes sur la politique russe à l'égard de son voisin. En marge du sommet de l'OTAN à Riga les 28 et 29 novembre 2006, un des conseillers du président russe, Sergueï Karaganov a rencontré le chef de l'opposition biélorusse, Alexandre Milinkievitch, en présence de l'ancien conseiller américain du président Carter, Zbigniew Brzezinski. La Russie penserait à la « succession » de Loukachenko, mais se gardant de hâter le processus en l'absence de candidat trouvant grâce aux yeux de Moscou, tout membre de l'opposition étant par ailleurs considéré comme pro-occidental et donc forcément antirusse. Brzezinski a, quant à lui, souligné à cette occasion qu'il était trop tôt pour déclencher une révolution populaire⁴⁸.

TROISIEME PARTIE : UNE APPROCHE PROSPECTIVE

En ce premier trimestre 2007, les relations russo-biélorusses semblent donc être dans une impasse. Nul ne peut dire quels seront les résultats des efforts déployés en direction de l'Ouest depuis le début du mois de janvier 2007 par A. Loukachenko, ni quelles seront les inflexions éventuelles données à la politique de Moscou envers la Biélorussie, alors que d'aucuns ont qualifié l'Union comme un paravent servant à cacher le manque d'imagination de la politique étrangère russe vis-à-vis de son voisin.

En dépit de la difficulté inhérente à l'exercice de « prédiction », une tentative d'élaboration des développements futurs éventuels peut être intéressante si l'on se fixe l'objectif d'anticiper l'évolution politique d'une région par essence éloignée des intérêts français, mais pourtant voisine de l'UE, et dont les changements peuvent provoquer des remous significatifs. L'exemple de l'Ukraine est là pour nous le rappeler.

⁴⁷ <http://nmnby.org/pub/101005/minmos.html>.

⁴⁸ Cf. Dziennik du 06/12/06 dans <http://www.bialorus.pl>.

Une analyse prospective incluant la Biélorussie doit initialement prendre en compte des facteurs cruciaux qui limitent *de facto* le champ d'investigation :

- la volonté affichée par Loukachenko de rester au pouvoir : *Batka* a déclaré, le 7 février 2007, à l'agence Reuters qu'il pourrait éventuellement concourir pour un quatrième mandat en 2011. Dans l'immédiat, une réelle démocratisation est exclue même si certains experts estiment que le contexte politique pourrait l'obliger à quitter le pouvoir d'ici peu ;
- l'opposition n'a pas encore de véritable poids ni de véritable capacité de mobilisation et ne cherche pas nécessairement une confrontation violente avec le pouvoir. En outre, sa désunion est patente. Alexandre Milinkievitch, qui a mené le combat pour les élections présidentielles de mars 2006, est très contesté par les chefs des autres partis d'opposition;
- la population n'est pas prête à se soulever : même si la pauvreté est très souvent la règle dans les campagnes biélorusses, le niveau de vie est plus élevé en Biélorussie que dans les autres pays de la CEI. Les anciennes générations sont encore nostalgiques de la défunte Union soviétique mais la majorité des Biélorusses n'est pas en faveur d'un Etat avec un président, un gouvernement, des forces armées, une monnaie et un drapeau communs. En septembre 2005, seuls 13,2% d'entre eux soutenaient cette idée⁴⁹ ;
- le facteur russe : rien ne se fera sans l'aval tacite de Moscou. Le président Poutine n'a pas désigné son successeur pour les élections présidentielles de mars 2008. Moscou pourrait souhaiter voir levée l'hypothèque biélorusse avant cette date.

Compte tenu des facteurs évoqués, quatre scénarios peuvent être retenus :

- la neutralité ;
- une déstabilisation du pouvoir biélorusse;
- une union temporaire ;
- le remplacement de l'union politique qui n'a jamais vu le jour par une union économique.

1. LA NEUTRALITE

Le concept de neutralité peut comprendre deux approches : l'isolation vis-à-vis du monde extérieur ou, au contraire, la volonté de travailler avec tous les partenaires potentiels.

11) l'isolation

L'isolation, si telle était la voie choisie par le pouvoir, conforterait l'existence du « Biélosoviéticus ». Cette approche est par nature peu constructive et ne fait qu'accroître le

⁴⁹ Independent Institute of Social, Economic and Political Studies, <http://www.iiseps.org>. Initialement implanté à Minsk, cet organisme fut obligé de déménager à Vilnius en 2004.

retard du pays qui fait ce choix. En l'occurrence, pour la Biélorussie, cette option s'avèrerait inefficace pour plusieurs raisons : le pays a toujours été très en retard ; l'isolation amplifierait un peu plus les difficultés intérieures et handicaperait le développement des structures de production⁵⁰. En cette période de mondialisation, la Biélorussie se retrouverait de fait à l'écart de tous les flux financiers et commerciaux. Par conséquent, le pouvoir ne peut envisager cette éventualité alors que l'Union Européenne a planté son drapeau à Brest, que l'Ukraine frappe à la porte de l'UE et de l'OTAN et que la Russie s'apprête à rentrer dans l'OMC avec toutes les conséquences que cela peut entraîner pour l'économie biélorusse, notamment l'ajustement des prix des hydrocarbures aux prix du marché d'ici 2011. En outre, la manœuvre serait également contre-productive et certainement très mal comprise par la population qui, pour un tiers, est reliée avec le monde extérieur et les médias indépendants *via* la télévision par satellite⁵¹.

12) L'intégration

121) Théorie

Cette option pourrait contribuer à inclure la Biélorussie dans la mondialisation et l'obliger à s'ouvrir davantage. Quand on tient compte de l'histoire et de la culture biélorusses, il est pertinent de considérer que la Biélorussie puisse ne jamais appartenir à l'ensemble économique européen tel qu'il existe aujourd'hui. Cela n'oblige pas pour autant Minsk à se tourner corps et âme vers Moscou. Actuellement, c'est le choix de la Russie comme vecteur unique de la politique étrangère qui assure le développement de la Biélorussie mais Minsk doit également se tourner vers l'Ouest et tisser des liens plus suivis avec l'OTAN et l'UE.

122) mise en œuvre par Loukachenko

La stratégie globale de Loukachenko pourrait consister dans un premier temps à éviter l'asphyxie et à faire preuve de bonne volonté envers l'Occident. La multiplication des déclarations dans des médias occidentaux comme *Die Welt* ou *Reuters*, ce qu'il ne fait jamais, doit à cette fin renforcer sa crédibilité. Il s'agit surtout de gagner la confiance des institutions européennes. Dans cette optique, si Bruxelles s'est montré sceptique dans un premier temps, la

⁵⁰ Pour la vie quotidienne en Biélorussie, cf PALYGA Artur, « Kolchoz imienia Adama Mickiewicza-Reportaze z Bialorusi », Ed. Buffi, Bielsko-Biala, 2005. Livre en polonais.

⁵¹ Tygodnik Powszechny n°8 du 19/02/2006

Commission Européenne a finalement annoncé le 8 février 2007 qu'elle était prête à aider le régime de Minsk à mettre en route les réformes⁵².

Ce recentrage en politique extérieure effectué lui laisserait ainsi une marge de manœuvre suffisante, pourvu que l'ouverture n'aille pas au-delà de ce qui est acceptable pour lui. Il n'acceptera pas de règles propres à remettre en question sa « légitimité ». Le 7 février 2007, Oleg Manaev, un politologue biélorusse déclarait : « ...l'Europe attend des changements dans la politique extérieure menée par les autorités biélorusses. Mais Minsk ne répondra pas à ces attentes par crainte que les réformes demandées ne mettent à mal le pouvoir en place. Il est possible que quelques petites concessions soient faites mais il est peu probable que cela soit suffisant pour véritablement modifier le cours des relations avec l'Occident »⁵³.

Le dialogue avec l'opposition devrait donc s'avérer limité. Par le passé, Loukachenko avait affirmé que « l'opposition était composée de renégats qui n'avaient pas réussi à faire partie de son équipe présidentielle ». L'organisation d'une « table ronde », comme cela a été évoqué⁵⁴, reste une éventualité difficilement envisageable, tant le « père de la nation » biélorusse n'a jamais parlé de démocratisation mais uniquement de coopération, surtout économique. Car il s'agit bien d'aide économique dont a besoin le régime. Le pragmatisme dont a su faire preuve Loukachenko envers le Kremlin (il a souvent obtenu d'importantes concessions économiques de la part de son « grand frère ») risque une fois encore de s'avérer payant, s'il réussit à amadouer les Occidentaux. Le point crucial sera sa capacité à jouer un rôle de composition dans la durée car la mise en place de fonds européens plus conséquents que l'aide TACIS (Technical Assistance for the Commonwealth of Independent States), aide accordée aux pays de la CEI depuis 1991, nécessitera un certain délai. Les instances européennes exigeront d'ici là de Loukachenko plus que des déclarations.

Pour dissimuler son objectif (se maintenir au pouvoir), il met en avant les notions de souveraineté et l'intégrité du territoire qui lui assurent le soutien massif de la population. En octobre 2006, 80% des citoyens biélorusses considéraient que les intérêts vitaux de la Biélorussie s'incarnaient dans sa souveraineté et son indépendance. Jouant sur la fibre patriotique, Loukachenko peut également réussir à changer l'orientation de sa politique étrangère sans se lier les mains avec des alliances encombrantes ou lui enjoignant de respecter certaines règles. Mention a été faite de la recherche par la Biélorussie de nouveaux alliés et du lancement de coopérations avec différents pays hors d'Europe sans aucune garantie de résultat. Vis-à-vis de l'Europe, elle pourrait choisir la voie du « ni-ni », ni Ouest, ni Est. L'OTAN ne bénéficie pas d'une bonne image⁵⁵, ce qui exclut une adhésion mais pas la reprise d'une

⁵² Charte 97 <http://www.charter97.org/eng/news>

⁵³ *Vremya Novostiej* 08/02/2007

⁵⁴ *Gazeta Wyborcza* 08/02/2007

⁵⁵ Selon l'IISEPS, en juin 2006, 71,8% de la population étaient contre une adhésion à l'OTAN, et 27% étaient pour une adhésion à l'UE.

coopération suivie. La Russie, quant à elle, pourrait être obligée de retirer ses bases militaires ou bien de payer le prix fort pour l'occupation des infrastructures. La priorité biélorusse semble résider dans la constitution d'un axe régional avec l'Ukraine. En novembre 2006, Loukachenko avait parlé de l'importance que revêt la relation avec l'Ukraine : « quelle que puisse être l'organisation à laquelle adhèrera l'Ukraine, l'OTAN ou l'Union Européenne, quelles que soient les relations qu'elle puisse entretenir avec les Etats-Unis, je suis sûr que les dirigeants ukrainiens tiendront compte des relations entre nos deux pays »⁵⁶. Une relation privilégiée avec Kiev servirait également les intérêts de l'Ukraine qui jouerait alors le rôle de médiateur avec l'Europe tout en asseyant sa position de puissance régionale potentielle.

Dans ce cas de figure, neutralité avec l'option « intégration », Loukachenko pourrait apparaître comme un réformateur rappelant Deng Xiao Ping : le maintien d'une main de fer sur le pays en permettant une certaine ouverture économique nécessaire aux intérêts du pays.

2. DESTABILISATION DE LOUKACHENKO

Cette éventualité est la plus radicale puisqu'elle pose clairement la question d'un départ forcé de Loukachenko. Elle est néanmoins subordonnée au choix d'une posture par Moscou vis-à-vis de Minsk avant les élections présidentielles russes en mars 2008. Malgré les discours répétés du côté russe depuis le début du mois de janvier 2007 sur la volonté de « faire l'Union » et en dépit des vicissitudes actuelles, la lassitude du Kremlin a atteint, semble-t-il, un point de non-retour. Ayant perdu patience face à l'insolence constante de Loukachenko, certains dirigeants russes pourraient décider d'éliminer cet obstacle avant l'élection du successeur de Poutine.

Ce scénario suppose donc que Moscou organise le départ de Loukachenko et le remplace par un candidat favorable à la politique de Moscou. La Russie disposerait encore de soutiens dans les cercles de pouvoir à Minsk, malgré les « purges » effectuées régulièrement par Loukachenko pour se débarrasser des éléments trop ostensiblement pro-russes. Moscou entretient aussi un dialogue, bien que non-officiel avec l'opposition. La participation des services spéciaux russes serait prépondérante dans l'opération. La question qui se pose alors est l'ampleur que pourraient donner les Russes à une telle manœuvre. L'implication de la population peut susciter la crainte de voir éclater une nouvelle « révolution colorée » et déclencher un effet inverse à celui attendu.

L'élection présidentielle de mars 2006 en Biélorussie n'avait pas donné lieu à un changement de pouvoir contrairement à ce qu'espérait la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice lors

⁵⁶ *Minsk Times* 30/11/2006.

d'une visite à Vilnius en avril 2005. Pourtant, des efforts sont ou seraient entrepris depuis l'étranger pour déstabiliser le régime. En 2004, les Etats-Unis ont voté le « Belarus Democracy Act » qui permet d'attribuer des fonds à l'opposition biélorusse. En octobre 2006, le vice-directeur du KGB biélorusse, Vassili Diemiantsej déclarait d'ailleurs publiquement que l'Ouest aidait et finançait l'opposition en vue des élections des conseils locaux le 14 janvier 2007. « Nous nous y opposerons » a-t-il ajouté. Cette obsession du complot organisé depuis l'étranger recouvrirait effectivement une certaine réalité. En mai 2005, le directeur du FSB russe, Nikolaï Patrouchev fit savoir que ses services étaient au courant que des opérations ayant pour but de conduire à un changement de pouvoir en Biélorussie, étaient en préparation à l'étranger avec notamment une participation ukrainienne. Une rencontre visant à préparer d'autres « révolutions colorées » aurait eu lieu à Bratislava (à une date inconnue), information confirmée un peu plus tard par le KGB biélorusse. La décision ou non de Moscou de déclencher une opération décidera sans doute de l'importance de l'influence que la Russie pourrait encore exercer sur une partie de l'espace post-soviétique et engagera donc sa crédibilité. Quoiqu'il en soit le Kremlin doit agir avec prudence car si d'aventure son implication était démontrée dans un changement de régime, les relations avec l'Occident pourraient se dégrader. D'un autre côté, pendant combien de temps et jusqu'à quel point le pouvoir russe est-il disposé à supporter les agissements de Loukachenko ?

Le problème majeur pour Moscou est, tout en ne se laissant pas déborder, de trouver un candidat à la succession de *Batka*. L'opposition biélorusse est considérée dans sa grande majorité par la Russie comme pro-occidentale et donc foncièrement antirusse. Malgré les assurances données par le chef actuel de l'opposition Alexandre Milinkievitch lors des rencontres avec des personnages proches des cercles du pouvoir russe (novembre 2005, novembre 2006)⁵⁷, il n'aurait pas franchement convaincu les autorités russes qui lui préféreraient un de ses rivaux de l'opposition, Anatoli Lebedko, leader du Parti Civique Unifié. Mais la presse russe a révélé le 5 février 2007 que le Kremlin aurait trouvé « l'oiseau rare », loyal envers Moscou et favorable à l'union ⁵⁸(l'article russe ne précise pas s'il s'agit d'une union d'Etats souverains ou d'absorption par la Russie). Il s'agirait de **Sergueï Kaliakin**, le leader peu connu du Parti Communiste Biélorusse (PKB), parti d'opposition ayant obtenu le plus de sièges aux élections locales de mars 2003. Si le « passage de témoin » s'effectuait à son profit, le candidat de Moscou aurait pour mission de favoriser la réintégration des affidés de Moscou dans les rouages de l'Etat, ce qui pourrait être l'affaire de six mois. La question de l'Union se posera alors concrètement car le PKB, nettement mieux disposé à l'égard de la Russie qu'envers les pays occidentaux, est connu pour défendre une position favorable à la

⁵⁷ En novembre 2005, A. Milinkievitch s'est rendu à Moscou après avoir été choisi par l'ensemble des partis de l'opposition pour être leur candidat à l'élection de mars 2006. Sa visite eut lieu quelques jours avant une visite de Loukachenko au Kremlin. En novembre 2006, il a rencontré un officiel russe à Riga.

⁵⁸ <http://www.newsru.com/russia>

souveraineté du pays. Il est du reste en faveur d'un mode d'union avec la Russie qui garantit l'indépendance⁵⁹. La solution envisagée à ce stade sera peut-être, malgré tout, la neutralité avec un penchant net pour la Russie et une ouverture calculée vers l'Ouest. La Russie pourrait garder ses bases et défendre ses intérêts économiques sur le territoire biélorusse avec les conséquences inévitables que devrait entraîner une arrivée massive de capitaux russes dans des entreprises d'Etat...

En définitive, une solution trop radicale, imposant un modèle « trop » russe et sans réelle démocratisation, aurait des difficultés à obtenir l'adhésion de la population, de l'actuelle opposition et susciterait certaines réserves en Occident.

3. UNE UNION TEMPORAIRE

31) Théorie

Face aux propos véhéments tenus par Loukachenko, un changement de tactique pourrait s'avérer utile. Une crise profonde pourrait remettre en cause la poursuite de l'objectif principal fixé par Moscou qui entend exercer une tutelle économique mais également politique sur la Biélorussie. La mise en œuvre d'une version dérivée de la « tactique du salami » pourrait servir les desseins du Kremlin. L'endormissement et l'affaiblissement de l'adversaire qu'on ne peut avaler en seule bouchée seront donc recherchés. Cette phase précèdera l'absorption totale. La manœuvre doit surtout être suffisamment subtile pour n'offrir aucune porte de sortie à l'adversaire et tenir compte d'un contexte dans lequel le pouvoir biélorusse, redoublant d'agressivité, pourrait encore se dresser sur ses ergots pour défier le géant russe.

32) Possible plan d'action russe

Dans ce scénario, le président russe doit prendre l'initiative, malgré les arrière-pensées existantes, d'une attitude ouvertement conciliatrice, tournée vers la résolution de la crise avec son voisin.

Dans un premier temps, des négociations doivent permettre d'éliminer les points d'achoppement entre les deux Etats, puis dans un second temps, la question de la poursuite du processus d'union doit être rapidement mise sur la table. Moscou doit proposer à Minsk la concrétisation de l'Union sous la forme d'une confédération composée de deux Etats souverains

⁵⁹ Rapport (en polonais) 2006, Biélorussie, *Osrodek Studiow Wschodnich*, Varsovie, janvier 2007, 24 p.

ayant les mêmes droits. Selon l'ambassadeur russe près l'UE, Vladimir Chizov, « la forme de l'union est tout à fait négociable... malgré les remous dans la sphère gouvernementale [biélorusse], il y a également de la bonne volonté. Rien n'est insurmontable »⁶⁰.

Dans un troisième temps, il s'agirait de suivre tout en les adaptant à la situation, les recommandations du très controversé secrétaire d'Etat de l'Union Russie-Biélorussie, Pavel Borodine⁶¹, qui avait suggéré en 2004 au président Poutine de suivre l'exemple de son homologue biélorusse et d'organiser un référendum pour lui permettre de postuler pour un troisième mandat en 2008. En 2005, il proposait que des élections pour le poste de président de l'URB soient organisées en 2006, avec Poutine candidat pour le poste de président et Loukachenko pour celui de vice-président. La conséquence de cette démarche aurait pu permettre à V. Poutine de rester en poste jusqu'en 2013⁶². Sans aller jusqu'à des élections, une union de fait pourrait voir le jour. Loukachenko serait vice-président. Pour réussir la phase d'« endormissement », Moscou doit ensuite donner des gages et des perspectives réelles de présidence à ce dernier dans des délais raisonnables.

Il va de soi que dans un quatrième temps, la phase d'« absorption » et de neutralisation, visant à réduire progressivement la marge de manœuvre et l'influence de l'autocrate biélorusse, doit être menée avec le plus grand soin pour ramener *Batka*, ou son éventuel successeur, au rang de simple « gouverneur de l'oblast de Minsk ».

33) Les limites

A l'Ouest, la neutralisation de Loukachenko pourrait satisfaire ceux qui estiment, d'une part, que la Biélorussie fait partie intégrante de la Russie, et que d'autre part, ce pays étant un maillon essentiel dans l'approvisionnement en hydrocarbures de l'Europe, son opposition actuellement quasi-continue à l'URB pourrait mettre en danger cet approvisionnement. Il convient pourtant de remarquer qu'un tel déroulement pourrait susciter quelques réticences du côté russe mais également des inquiétudes du côté occidental.

Les tensions entre Moscou et Minsk ont tellement été exacerbées qu'il est peu probable que le Kremlin choisisse la voie du consensus avec Loukachenko. Des mesures de rétorsion économiques sont en préparation du côté russe. Il est notamment question d'acheminer dix millions de tonnes de pétrole vers les ports de Kaliningrad par voie ferrée en passant par la Lettonie et la Lituanie. La cargaison, à destination de l'Allemagne, pourrait quitter le port de Baltijsk le 15 mars 2007. Le but est d'éviter une hausse intempestive des coûts de transit sur le

⁶⁰ <http://euobserver.com/9/23453> 08/02/2007

⁶¹ Homme d'affaires impliqué dans du blanchiment d'argent et emprisonné dans une prison de New York en 2001.

⁶² http://jamestown.org/edm/article.php?article_id=2370386, 25/10/2005.

tronçon biélorusse même si actuellement, le passage par la Biélorussie n'est pas la voie plus empruntée car plus longue. Les autorités russes ne sont pas disposées à laisser Minsk s'enrichir à leurs dépens. Ceci explique la décision prise par le président de Transneft de construire un oléoduc reliant la ville russe d'Unecha, située près de la frontière biélorusse, à la ville de Primorsk dans l'oblast de Saint Pétersbourg et contournant la Biélorussie: « ...évidemment si nous ne devons pas faire face à de tels risques de la part de pays voisins, cela ne serait pas nécessaire de dépenser autant d'argent »⁶³.

Du côté occidental, une absorption de la Biélorussie par la Fédération de Russie pourrait être assimilée à un dangereux précédent puisqu'elle signifierait la disparition d'un Etat indépendant membre de l'ONU. Dans le contexte actuel de refroidissement des relations entre la Russie et les Etats-Unis, un tel acte ne serait pas anodin.

La principale clé du succès étant de convaincre Loukachenko d'accepter un marché en apparence favorable à ses intérêts, il est indispensable de ne pas lésiner sur les moyens. Mais Loukachenko, qui a maintes fois montré son habileté dans les négociations avec Moscou, se laisserait-il prendre au jeu ?

4. UNE UNION ECONOMIQUE

41) Thèse

Une reconnaissance publique de la mort de l'URB ne signifierait pas dans l'absolu que toute tentative ultérieure d'union serait vouée à l'échec. Certes, le projet politique serait définitivement jeté aux oubliettes en attendant peut-être des jours meilleurs mais une union à vocation économique pourrait s'y substituer et devenir le moteur des relations entre la Russie et la Biélorussie. Il s'agirait alors de s'appuyer sur la structure existante de l'Espace Economique Unifié (EEU) créé sur la base d'un accord signé en 2003 par la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan. L'EEU est à vocation purement économique et exclut de fait toute union politique. Le projet est pourtant ambitieux : il s'agit de s'inspirer du modèle d'intégration européenne et d'être en conformité avec les normes de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'Ukraine, grâce à la Mer Noire, pourrait augmenter la part de ses échanges commerciaux avec le Proche et le Moyen Orient. La Russie, à moyen terme membre de l'OMC, approfondira sans aucun doute sa coopération avec l'Europe. D'une certaine manière, la Biélorussie ne pourra plus ignorer ce mouvement d'ouverture au risque de se voir marginalisée, d'autant plus que les statuts de l'EEU prévoient l'accueil éventuel de nouveaux membres.

⁶³ *Kommersant* du 08/02/2007.

42) Des difficultés en perspective pour Minsk

Si les accords de l'EEU sont respectés, Minsk devra à court terme réorganiser son système économique dont les structures et le mode de fonctionnement sont antinomiques avec une étroite connexion à des marchés étrangers. Les pays voisins de la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie, adaptent leurs marchés aux lois commerciales en vigueur. Se trouvant dans une situation économique difficile avec des perspectives peu réjouissantes, Minsk n'a pas d'autre choix que de se tourner vers l'Ouest pour obtenir une aide économique, à défaut de soutien politique. L'intérêt bien compris de Loukachenko est de ne pas offrir sur un plateau son économie à Moscou : ceci entraînerait probablement une perte de contrôle sur l'appareil de production et accélérerait sa chute.

L'option européenne pourrait cependant s'avérer tout aussi peu favorable même si les pays occidentaux restent très soucieux de la souveraineté et de l'indépendance du Belarus. Une posture soudainement pro-occidentale pourrait laisser croire à *Batka* que l'intégrité du pays n'étant pas menacée, le contrôle de la situation de l'économie biélorusse resterait dans ses mains. A la condition que l'UE s'accorde sur l'octroi d'une aide financière conséquente, la mise en place de cette dernière nécessiterait d'importants délais et de surcroît, serait subordonnée à l'introduction de véritables réformes démocratiques. Deux mois après les premières déclarations de Loukachenko annonçant sa volonté de coopération avec l'Occident, aucune mesure en ce sens n'a été prise.

Le pouvoir pourrait se maintenir si des réformes économiques étaient effectuées. Le niveau de vie élevé (relativement aux pays issus de l'URSS) du pays ne pèsera sans doute pas suffisamment face aux coûts sociaux qui seront entraînés à terme par d'inévitables restructurations. Pourtant, si ce coût social peut jouer en faveur de la déstabilisation de Loukachenko, rien ne permet d'affirmer que la situation économique sera le détonateur d'une mobilisation anti-Loukachenko. Face à la menace « extérieure », le dirigeant biélorusse sait rassembler autour de lui. Il entend donc bien maîtriser le processus de transformation de son pays, à son profit, à moins qu'une intervention extérieure ne l'oblige à quitter le pouvoir.

CONCLUSION

Les relations bilatérales entre la Russie et la Biélorussie ne sont pas nécessairement vouées à être exclusives, ou même à se conclure par une fusion qui semblerait naturelle à beaucoup. Cette appréciation du destin de la Biélorussie serait très certainement réductrice et ne prendrait en compte que deux facteurs : l'absorption par l'URSS au début des années 20 suivie d'une forte russification, et l'orientation depuis 1994 de la politique extérieure du jeune Etat indépendant vers la seule Russie. Certes, les liens historiques et culturels sont suffisamment forts pour justifier les interactions entre les deux Etats voisins, mais ce serait oublier qu'une partie du territoire biélorusse constituait la Pologne d'avant 1939 et qu'une partie des élites de l'opposition regarde vers l'Ouest. Le candidat malheureux aux élections présidentielles de mars 2006, Alexandre Milinkievitch, parle parfaitement le polonais et le...français. Il a d'ailleurs été déjà reçu à l'ambassade de France à Varsovie. En d'autres termes, la Biélorussie n'est pas vouée à rester dans l'orbite de Moscou, mais apparaît, de par le fait même de sa situation géographique inconfortable, comme un trait d'union entre deux ensembles politiques, culturels et économiques que sont la Russie et l'Union Européenne.

L'ignorance volontaire de Loukachenko pour la double culture de son pays a conduit à l'échec de sa politique. Le projet d'union avec la Russie, qu'il a personnellement incarné et porté à bout de bras, en espérant siéger au Kremlin, est quasiment mort. La querelle de personne avec le président russe l'a acculé au fond d'une impasse car la Biélorussie n'a pas les moyens de rivaliser avec Moscou. La volte-face de ce début d'année 2007, en direction de l'Europe, aura certainement du mal à convaincre.

Dès lors, les spéculations sont permises sur l'avenir de la Biélorussie. La situation actuelle est le résultat de la politique d'un seul homme. Les scénarios proposés, malgré leurs imperfections, proposent néanmoins des éléments de réflexion pour une observation attentive de la situation. La Biélorussie pourrait évoluer lentement, mais sûrement, vers un recentrage, en conformité avec sa situation géographique et à ses attaches culturelles. Nul ne sait ce que pourrait décider un éventuel successeur de Loukachenko, à moyen ou long terme, mais un rapprochement avec l'Ukraine n'est pas exclue, faisant renaître un axe de « pays d'Entre-deux-mers », évoqué au début des années 90. Une porte s'ouvrira alors pour l'Europe. La Russie devrait abandonner son ambition, héritée de l'ère Eltsine, de maintenir une tutelle sur le Belarus. L'actuelle opposition au régime de Minsk est unanime sur la question des relations avec Moscou qui doivent faire partie des priorités de la politique étrangère du pays sans tomber dans la dépendance. Tranquillisé sur son flanc Ouest, le Kremlin pourrait donner la priorité à son économie. Face à la Biélorussie, sa politique devrait plutôt tendre à l'entretien d'une influence favorisée par la présence d'une élite pro-russe dans les coulisses du pouvoir.

ANNEXE 1

SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA BIELORUSSIE



○ : bases militaires russes

○ : zone de déploiement prévue des systèmes de défense anti-aérienne S-300

BREST : état-major de la 115^{ème} brigade de défense anti-aérienne

Source fond de carte: www.lexilogos.com/bielorussie_carte.htm

ANNEXE 2

LA BIELORUSSIE AU MIROIR DES ANECDOTES POLITIQUES

Source : MARCHESIN P., « la Biélorussie », Paris, Karthala, 2006, 160 p.

Les histoires drôles (en russe : anekdot) étaient très populaires en Union Soviétique. Elles permettaient de rire sous le manteau du côté parfois absurde de la société ou du pouvoir. En Biélorussie, dans ce pays resté soviétique par la volonté de son président, ces histoires sont le reflet de ce que pense une partie de la société. A ce titre, elles permettent de se rendre compte que la société biélorusse n'est pas dupe de la situation. En voici trois exemples :

Hérité

La secrétaire de Loukachenko lui annonce qu'il a eu un petit-fils. Le président lui demande d'aller le voir à l'hôpital. A son retour, elle lui dit qu'il lui ressemble. Il demande des détails. Elle précise : « Il est chauve, il ne comprend rien et il crie tout le temps ».

Cadeau empoisonné

A la veille d'échéances électorales importantes, le chef de cabinet de Loukachenko demande ce qu'il faut offrir au leader de l'opposition dont c'est l'anniversaire. Loukachenko demande ce qu'on lui a offert l'année précédente.

« - Une chaise.

- Cette année, répond Loukachenko, on va lui offrir l'électricité. »

Rencontre au sommet

Bush, Poutine et Loukachenko se retrouvent chez Dieu. Ce dernier leur annonce que la fin du monde interviendra dans dix jours. De retour aux Etats-Unis, Bush s'adresse aux Américains : « J'ai deux nouvelles à vous annoncer, une bonne et une mauvaise. La bonne : j'ai rencontré Dieu. La mauvaise : dans dix jours, ce sera la fin du monde ». Revenu à Moscou, Poutine déclare à ses compatriotes : « J'ai deux mauvaises nouvelles à vous annoncer : Dieu existe ; dans dix jours ce sera la fin du monde ». Loukachenko, enfin, déclare aux Biélorusses qu'il a deux très bonnes nouvelles à leur communiquer : « Premièrement : Dieu m'a vu. Deuxièmement : je serai président jusqu'à la fin du monde ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

CASTEL, V. (du) , « La Biélorussie : une indépendance à la dérive », Paris, L'Harmattan, 1999, 268 p.

COLRAT P. ; WLASSIKOFF M. , « Signes de la Biélorussie », Paris, Textuel, 2002, 130 p.

DEPELTEAU F. ; LACASSAGNE A. (sous la dir. de) : « Le Belarus : l'Etat de l'exception », Sainte Foy (Québec), les Presses de l'Université de Laval, 2003, 387 p.

DRWESKI Bruno, « La Biélorussie », Paris, PUF (coll. Que sais-je ?), 1993 127p.

GOUJON A., LALLEMAND J.Ch., SYMANIEC V.(sous la dir.), « Chroniques sur la Biélorussie contemporaine », Paris, L'Harmattan, 2001, 352 p.

GOUJON A., SYMANIEC V., « Parlons biélorussien », L'Harmattan, Paris, 1997

LAPATNIOVA A., « Biélorussie : les mises en scène du pouvoir », Paris, L'Harmattan, 2001, 136 p.

MARCHESIN P., « La Biélorussie », Paris, Karthala, 2006, 160 p.

RADVANYI J. (dir), « Les Etats postsoviétiques : identités en construction, transformations politiques, trajectoires politiques», Paris, Armand Colin, coll. U 2004, 240 p.

RICHARD Y., « La Biélorussie : une géographie historique », Paris, L'Harmattan, 2002. Géographies et cultures, 310 p.

Ouvrages en anglais

BALMACEDA M., CLEM J., TARLOW L., (eds.) “Independent Belarus: domestic determinants, regional dynamics and implications for the West”, Cambridge, Mass.: distr. Par

Harvard University Press for the Ukrainian Research Institute and Davis Center for Russian Studies, Harvard University, 2002

GARNETT S., LEGVOLD R. (eds.) «Belarus at the crossroads», Washington, distr. par Carnegie Endowment for International Peace, 1999

KOROSTELEVA E., MARSH R., LAWSON Colin, (eds.), “Contemporary Belarus: between democracy and dictatorship”, London, Routledge Curzon, 2002, 256 p.

WHITE S., KOROSTELEVA E, LOWENHARDT J., (eds.), “Postcommunist Belarus”, Lanham, MD: Rowman and Littlefield Publishers, 2005

Ouvrages en polonais

EBERHARDT A., « Bielarus i Pol'cha – Polska i Białorus », Varsovie, 2003

KRZYSZTOFOWICZ M. (dir), « Polska i Białorus po rozszerzeniu Unii Europejskiej », Varsovie, 2005

PALYGA A., « Kolchoz imienia Adama Mickiewicza – Reportaż z Białorusi », Bielsko-Biala, Wydawnictwo Buffi, 2005, 160 p.

« Białorus: kraj zapomniany? » In « Polska Polityka Wschodnia », Wrocław, Kolegium Europy Wschodniej, 2005, pp. 138-175

Articles en français

ALEXANDROVA O., TIMMERMANN H., « L'Union russo-biélorusse, premier pas vers l'intégration ? » In L'Espace Baltique- mer Noire : une zone tampon pour la Russie ? Problèmes politiques et sociaux, n°809, Paris, La Documentation française, 1998, pp 14-18

CHOMETTE GP., « Pologne, Ukraine, Biélorussie : les frontières se referment. Sur les marches orientales de l'Union Européenne », Le Monde Diplomatique, mars 2003, 5 p.

DRWESKI B., « Biélorussie : le pouvoir joue une partie difficile ». In CROSNIER MA. (sous la dir. de) « La Russie et les autres pays de la CEI 2001-2002 : Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Sud-Caucase, Asie Centrale », Courrier des Pays de l'Est n°1030, novembre-décembre 2002, Paris, La Documentation française, 2002, pp.61-75

DRWESKI B., « La Biélorussie se tourne vers Moscou », Le Monde Diplomatique, septembre 2001, 4 p.

GILLE-BELOVA O., « La Biélorussie et le reste du monde : le panslavisme pour seul horizon ? », Paris, CERI, 30 août 1999

GOUJON A., « La politique de voisinage de l'Union Européenne avec la Biélorussie, la Moldavie et l'Ukraine », Questions Internationales n°16, novembre-décembre 2005, pp.95-103

GOUJON A., ZURAWSKI VEL GRAJEWSKI P., LYNCH D., RONTROYANNI C., SITILSKI V., TRENIN D., « Changing Belarus », Cahiers de Chaillot n°85, novembre 2005

GOUJON A., « Les nouveaux voisins de l'Union Européenne : stratégies identitaires et politiques en Ukraine, Biélorussie et Moldavie », Etudes du CERI n°109, 2004, pp. 1-41

LALLEMAND JC., « Biélorussie 2005 : le spectre de la « révolution colorée », Le Courrier des Pays de l'Est n°1053, janvier-février 2006

LINDNER R., « La Biélorussie en Europe : un héritage incertain de l'Union Soviétique », *Outre-Terre* n°4, 2003/3, pp.149-158

SHUKAN I., « Biélorussie 2004 : vers un troisième mandant d'Alexandre Loukachenko », Courrier des Pays de l'Est n°1047, janvier-février 2005, pp.61-75

SYMANIEC V., « La Biélorussie et l'Europe : des relations tendues », Fondation Robert Schumann, supplément de la lettre 202, 7 mars 2005, 9 p.

Articles en anglais

« Report : Belarus : transition postponed », Helsinki, Finnish Institute of International Affairs, n°9/2004

« Current trends in Belarus Politics : Survey on External and Internal Factors and their impact on Belarus Politics», Bratislava, Pontis Fondation, été 2006, 7 p.

IOFFE G., « Understanding Belarus : economy and political landscape », Europe-Asia Studies, vol.56, n°1, 2004, pp. 85-118

MARPLES D., «Loukachenko cherche des alliés », Jamestown Foundation, Eurasian Daily Monitor, 29 novembre 2006, vol.3, n°220

MARPLES D., « Europe's last dictatorship : the roots and perspectives of authoritarianism in *white Russia* », Europe-Asia Studies, vol. 57, n°6, 2005, pp. 895-908

MARTINSEN K.D., « The Russian-Belarusian Union and the Near Abroad», Norwegian Institute for Defence Studies, juin 2002

MASUKATO K., « A populist island in an ocean of clan politics: the Lukashenka regime as an exception among CIS countries» , Europe-Asia Studies, vol. 56, n°2, 2004, pp. 235-261

RONTOYANNI C., «A Russo-Belarusian Union state: a defensive response to Western enlargement ? », University of Glasgow, Departments of Politics, octobre 2000, 19 p.

TRENIN D., « The Belarus – Russia Integration Drive: toward a union of Independent states», Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, Briefing papers, vol.1, n°1, janvier 1999

Articles en polonais

EBERHARDT A., « Konsekwencje rosyjsko-białoruskiego sporu energetycznego », Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, Biuletyn n°4, 18 janvier 2007

NOCUN M., BRZEZIECKI A., « Poza światem, poza nadzieją : Białoruś przedsięwzięciem Europy », Tygodnik Powszechny, 19 février 2006

ROMANCZUK J., « Białoruś - co dalej ? », Przegląd Środkowoeuropejski (Central European Review), n°42, juin 2006, 8 p.

SZEPTYCKI A., « Stosunki między Ukraina i Republika Białorus : uwarunkowania, stan, perspektywy », Polski Instytut Spraw Międzynarodowych, mars 2006, 25 p.

Articles en russe

MEDVEDEV R., « Bielarousskiy fenomen », Sovetskaya Rossiya n°23, 11 mars 2006

VALENTINOV B., « Bielarous 2006 : vzglyad iz Moskvy », Sovetskaya Rosilla n°25, 14 mars 2006, pp. 2-3

Articles en allemand

LINDNER R., « Belarus aus westlicher und russischer Perspektive », Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, mars 2006, pp. 23-26

LINDNER R., « Selbstisolierung von Belarus », Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, septembre 2005, 4 p.

Divers dossiers

Mémoires de géopolitiques

THIRY L., « L'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie entre l'Europe et la Russie », Paris, Collège Interarmées de Défense, 2005, 41 p.

SAMARAN S., « L'Union russo-biélorusse : analyse géopolitique de la disparition programmée d'un Etat européen », Paris, Collège Interarmées de Défense, 2000, 31 p.

Rapports

SADOWSKI R., « Białorus : raport 2006 », Varsovie, Osrodek Studiow Wchodnich (Centre for Eastern Studies), janvier 2007, 24 p. (en polonais)

Sites Internet

- En français

www.fr.rian.ru: site de l'agence russe Novosti avec interface en français, présentant toute l'actualité russe

www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/europe-bielorussie: données générales sur la Biélorussie et accès au « Courrier des Pays de l'Est »

www.perspectivesbielo.org: site de « Perspectives biélorussiennes », bulletin trimestriel d'information

- En anglais

www.carnegie.ru/en: site du Carnegie Moscow Center Endowment Peace. Dans le dossier « Reconstruction in the post-sovietic space », propose des analyses sur la CEI

www.charter97.org/eng/news: l'actualité biélorusse vue du côté de l'opposition

www.cia.gov/cia/publications/factbooks: site de la CIA

www.data.minsk.by/belarusnews: revue de presse quotidienne de l'actualité en Biélorussie avec des articles de la presse anglo-saxonne, russe et biélorusse

www.eng.globalaffairs.ru: interface en anglais de la publication russe de relations internationales « Russia in global affairs »

www.eurasianhome.org: forum d'analyses et d'expertises politiques et économiques sur la Russie et la CEI. Interface également en russe.

www.iisepts.org: site de l'Independent Institute of Socio-Economic and Political Studies, concentré uniquement sur la Biélorussie.

www.res.ethz.ch/news: « Russian and Eurasian Security », site du *Center for Security Studies* de Zurich

www.rferl.org: site de Radio Free Europe. Offre quotidiennement des articles sur la Biélorussie

www.sb.by/minsktimes: une curiosité ! Journal biélorusse en anglais à parution irrégulière

- En polonais

www.bialorus.pl: recueil quotidien de dépêches des agences de presse polonaises et biélorusses

www.osw.waw.pl: site du Centre for Eastern Studies de Varsovie : dossiers et informations sur les PECO et la CEI

- En russe

www.bdg.by: revue de presse biélorusse

www.naviny.by: site de Bielarousskiye Novosti

www.rg.ru/express: site de Rossyjskaya Gazeta. Met à jour un dossier sur l'URB

www.vremya.ru/stories: média russe en ligne. Tient également à jour un dossier sur l'URB

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : UNE INTERDEPENDANCE INCONTOURNABLE	2
1. LA RUSSIE : LA CAUTION (PRESQUE) TOUS RISQUES	2
21) le soutien russe à la Biélorussie : nécessaire et vital	2
111) la dépendance économique comme moyen d'existence	2
112) La Russie comme garante de l'intégrité territoriale.....	4
1121) Les forces armées biélorusses	4
1122) les services de sécurité	5
113) Une garantie internationale.....	6
2. LA BIELORUSSIE : UNE ZONE D'INTERET RUSSE	6
21) la Biélorussie : poste avancé de l'espace de défense russe	7
211) l'importance de la pensée idéologique.....	7
212) un espace de défense commune en pointillés	8
22) Biélorussie et OTAN : un relais et une copie peu fiables de la politique étrangère russe	9
DEUXIEME PARTIE : UNE UNION OFFICIEUSEMENT MORTE.....	11
1. UN JEU DE DUPES.....	12
11) Prééminence des intérêts nationaux	12
12) la préservation de la souveraineté biélorusse	13
2. DES INTERETS DE PLUS EN PLUS DIVERGENTS.....	15
21) L'économie comme champ de bataille	15
211) Une guerre commerciale à fleurets mouchetés	15
212) L'enjeu de la sécurité énergétique	16
22) Des tentatives de réorientation de la politique étrangère	18
23) Poutine-Loukachenko : des relations tendues	20

TROISIEME PARTIE : UNE APPROCHE PROSPECTIVE.....	21
1. LA NEUTRALITE	22
11) l'isolation	22
12) L'intégration.....	23
121) Théorie.....	23
122) mise en œuvre par Loukachenko	23
2 DESTABILISATION DE LOUKACHENKO	25
3 UNE UNION TEMPORAIRE.....	27
31) Théorie	27
32) L'action russe.....	27
33) Les limites	28
4 UNE UNION ECONOMIQUE	29
41) Thèse	29
42) Des difficultés en perspective pour Minsk.....	30
CONCLUSION	31
ANNEXE 1 : SITUATION GEOGRAPHIQUE DE LA BIELORUSSIE.....	32
ANNEXE 2 : LA BIELORUSSIE AU MIROIR DES ANECDOTES POLITIQUES	33
BIBLIOGRAPHIE	34